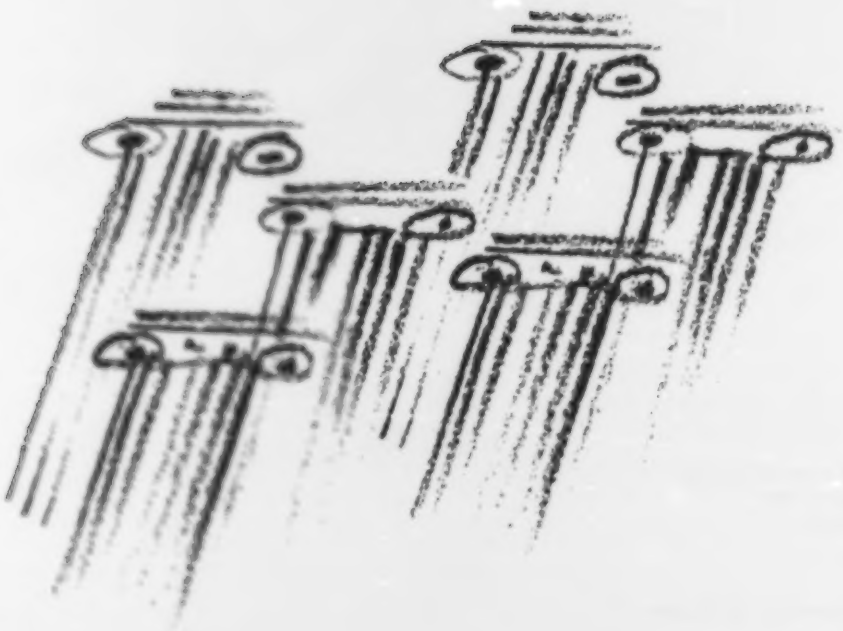
Statistiques

FINANCIÈRES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC 1987-88



Bureau de la statistique du Québec

92-00848/

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 691-2401

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucuns frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Quatrième trimestre 1992
ISBN 2-551-12303-8

© Bureau de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
du Bureau de la statistique du Québec.

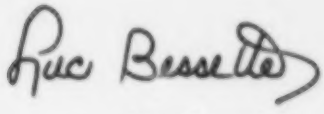
Avant-propos

Le Bureau de la statistique du Québec présente sa dix-septième édition d'une série annuelle sur les Statistiques financières du gouvernement du Québec. Cette publication cherche à répondre aux besoins des utilisateurs de renseignements financiers sur le gouvernement provincial.

Principalement constituée de tableaux statistiques, cette publication fait connaître la situation financière du gouvernement du Québec et celle de ses composantes, soit les ministères et les fonds spéciaux.

Plusieurs organismes gouvernementaux du Québec ont collaboré à la réalisation de cet ouvrage; nous désirons donc leur exprimer nos plus sincères remerciements et les prier de nous faire part de toute suggestion susceptible d'améliorer cette publication.

Le directeur général



Luc Bessette

Cette publication a été réalisée par:

Réjean Chevalier,
économiste

Sous la direction de:

Yves Bérubé

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication:

Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 691-2409

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
--	Donnée infime
r	Donnée révisée
p	Prévision

Avertissement: Du fait que les chiffres sont arrondis, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Table des matières

Introduction et modifications à la présente édition 9

Organigramme du secteur public au Québec 11

Chapitre 1
Faits saillants 13

Les revenus 13
Les dépenses 13
L'actif 16
Le passif 16

Chapitre 2
Tableaux statistiques 17

Annexe 1
Notes méthodologiques 41

Annexe 2
L'univers du gouvernement du Québec 47

Annexe 3
Statistiques financières du gouvernement du Québec selon les Comptes publics 1987-88 55

Liste des tableaux

2.1 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1986-87 et 1987-88 18

2.2 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1986-87 et 1987-88 20

2.3 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, par composante, 1987-88 22

2.4 Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1987-88 23

2.5 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1987-88 24

2.6 Actif financier du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1987 et 1988 26

2.7 Passif du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1987 et 1988 28

2.8 Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, 1987-88 30

2.9 Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1987-88 31

2.10 Réconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1987-88 32

2.11 Réconciliation du surplus selon la gestion financière avec le déficit présenté dans les Comptes publics, 1987-88 33

2.12 Réconciliaiton de l'actif financier du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1987-88 34

2.13 Réconciliation du passif du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1987-88 35

2.14 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1979-80 à 1988-89 36

2.15 Répartition des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1979-80 à 1988-89 37

2.16 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1979-80 à 1988-89 38

2.17 Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1979-80 à 1988-89 39

2.18 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1979-80 à 1987-88 40

2.19 Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1979-80 à 1987-88 40

3.1 Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88 58

3.2 Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, 1978-79 à 1987-88 59

3.3 Dépenses brutes du gouvernement du Québec par ministère, 1978-79 à 1987-88 60

3.4 Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88 62

3.5 Dépenses de capital du gouvernement du Québec par ministère, 1978-79 à 1987-88 64

3.6 Opérations de la dette du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88 66

3.7 Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88 67

3.8 Financement du gouvernement du Québec, 1986-87 et 1987-88 68

3.9 Dette du gouvernement du Québec au 31 mars 1987 et 1988 69

Liste des graphiques

1.1 Répartition des revenus généraux bruts du gouvernement selon la source, Québec, 1987-88 14

1.2 Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement selon la fonction et la catégorie, Québec, 1987-88 15

INTRODUCTION

L'organigramme de la page 11 présente l'ensemble de l'univers du secteur public au Québec. La présente publication couvre la partie ombragée, c'est-à-dire la section du gouvernement du Québec qui comprend l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux.

Les statistiques sont présentées selon le système de gestion des finances publiques[1] de Statistique Canada. Ce système est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada. Son objectif fondamental est d'établir, dans la mesure du possible, l'uniformité et la cohérence des données relatives aux opérations financières des diverses administrations publiques.

Pour compléter ce système, les données concernant les dépenses sont présentées selon la catégorie pour démontrer de quelle façon est effectuée chaque dépense. Pour ce faire, quinze catégories sont utilisées.

Les données des revenus et des dépenses sont présentées de façon détaillée pour les années financières 1986-87 et 1987-88. Par ailleurs, une série chronologique s'étendant sur dix ans présente, de façon agrégée, ces mêmes données pour la période allant de 1979-80 à 1988-89, cette dernière année étant basée sur des prévisions.

Pour les dépenses, ces prévisions proviennent du livre des Crédits[2] alors que pour les revenus, elles sont basées sur les prévisions budgétaires. Les prévisions incluses dans cette publication sont les mêmes que celles déjà publiées dans la publication trimestrielle[3] parue en septembre 1988. La dernière publication trimestrielle, publiée en octobre 1989, contient les prévisions pour l'année financière 1989-90[4].

Cette section contient également des tableaux sur le bilan du gouvernement du Québec pour les années 1986-87 et 1987-88 et un tableau sur la provenance et l'utilisation des fonds pour 1987-88.

Par ailleurs, pour clarifier la présentation des données, nous présentons cinq tableaux effectuant une réconciliation avec les données de base, soit les revenus, les dépenses, le déficit, l'actif financier et le passif.

---

1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques (68-507F), mars 1984.
2. Gouvernement du Québec, Conseil du trésor, Budget 1988-89, Crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989, 1er trimestre 1988.
3. Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières trimestrielles du gouvernement du Québec, mars-juin 1988, septembre 1988.
4. Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières trimestrielles du gouvernement du Québec, mars-juin 1989, octobre 1989.

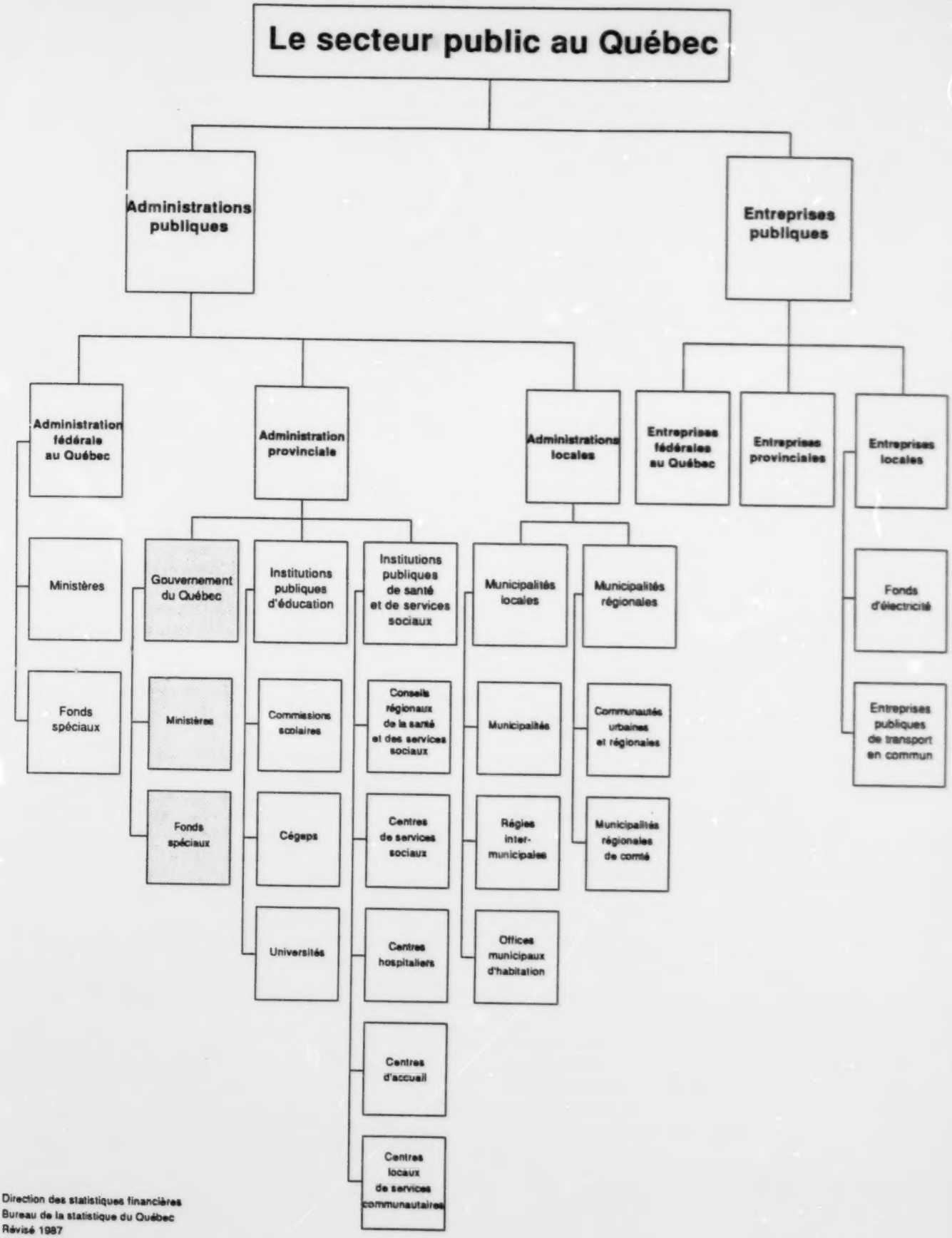
En annexe, nous présentons d'abord les notes méthodologiques pertinentes à la normalisation des données de base, puis une brève description de l'univers utilisé. Enfin, une annexe statistique présente les statistiques financières du gouvernement du Québec qui correspondent au cadre administratif suivi par les Comptes publics. Dans ce cadre, le terme gouvernement du Québec correspond aux ministères et à quelques fonds spéciaux seulement. Cette section constitue, en fait, une annexe aux Comptes publics de la province de Québec.

MODIFICATIONS À LA PRÉSENTE ÉDITION

Quatre tableaux ont été ajoutés. Les deux premiers présentent les dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie et par composante ainsi que la répartition de ces dépenses selon la fonction et la catégorie. Les deux autres tableaux portent sur la réconciliation de l'actif financier et du passif avec l'information contenue dans les comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux.

Pour être conforme à la dernière publication de l'Univers du secteur public au Québec, toutes les universités au Québec font maintenant partie des institutions publiques. Auparavant, seule l'Université du Québec était considérée.

Le secteur public au Québec



Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
Révisé 1987

LES REVENUS

Le total des revenus généraux bruts consolidés du gouvernement du Québec atteint 34 284 457 000 $ en 1987-88, ce qui représente une augmentation de 9,9% par rapport à l'année précédente.

L'analyse des revenus selon la source nous indique quatre principales sources de revenus. L'impôt sur le revenu domine avec 10 426 390 000 $ et une part relative de 30,4%. Les taxes à la consommation atteignent 6 330 922 000 $, ce qui constitue 18,5% de l'ensemble des revenus. Les transferts de l'Administration fédérale fournissent 6 093 311 000 $ au gouvernement du Québec, soit 17,8% de ses revenus. Enfin les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale se chiffrent à 4 939 073 000 $, ce qui représente une part relative de 14,4%.

En ce qui concerne la répartition des revenus entre les ministères et les fonds spéciaux, on constate que les revenus des ministères atteignent 28 604 670 000 $ alors que le total des fonds spéciaux se chiffre à 9 826 769 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 74,4% et 25,6% du total avant consolidation. Les éliminations atteignent 4 146 982 000 $ dont 95,7% provient de transferts des ministères vers les fonds spéciaux.

LES DÉPENSES

Les dépenses générales brutes du gouvernement du Québec augmentent de 1 664 564 000 $ en 1987-88 (5,3%) passant de 31 655 548 000 $ à 33 320 112 000 $.

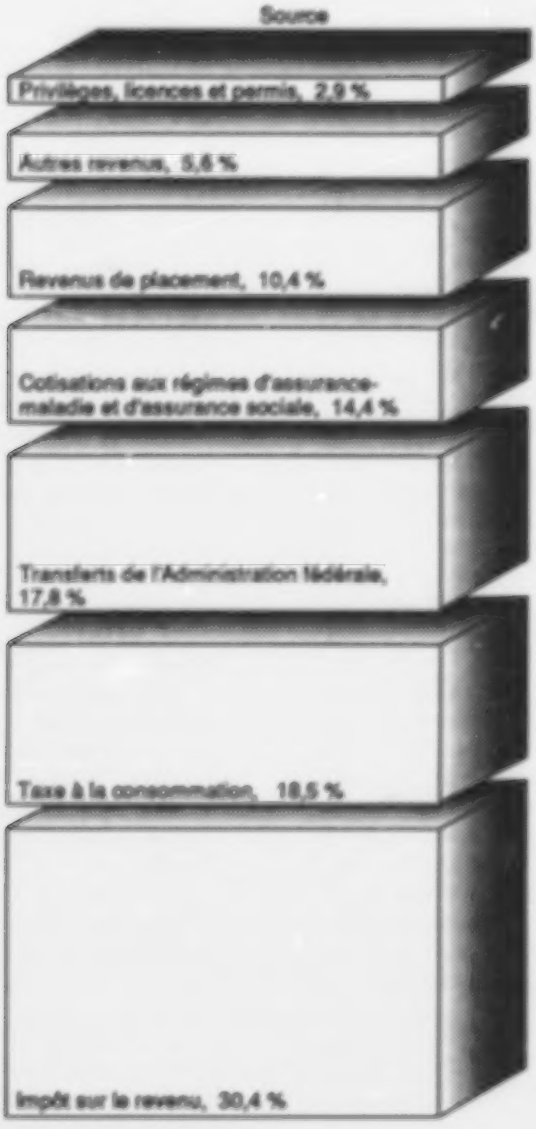
L'analyse des dépenses générales brutes selon la fonction démontre que les sommes allouées aux services sociaux sont les plus importantes en 1987-88, soit 25,2% du total des dépenses avec un montant de 8 408 735 000 $.

Les dépenses relatives à l'éducation ainsi qu'à la santé sont également importantes. Elles se chiffrent respectivement à 7 579 629 000 $ et à 7 295 287 000 $, ce qui leur procure des parts relatives de 22,7% et 21,9%. Enfin, avec des dépenses de 3 048 530 000 $, le service de la dette constitue la dernière fonction avec des déboursés supérieurs à deux milliards de dollars.

Relativement à la répartition des dépenses entre les ministères et les fonds spéciaux, on constate que les dépenses des ministères atteignent 28 780 194 000 $ alors que celles des fonds spéciaux se chiffrent à 8 681 808 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 76,8% et 23,2% du total avant consolidation. Les éliminations sont de 4 141 889 000 $ dont 2 357 587 000 $ ont trait à la santé.

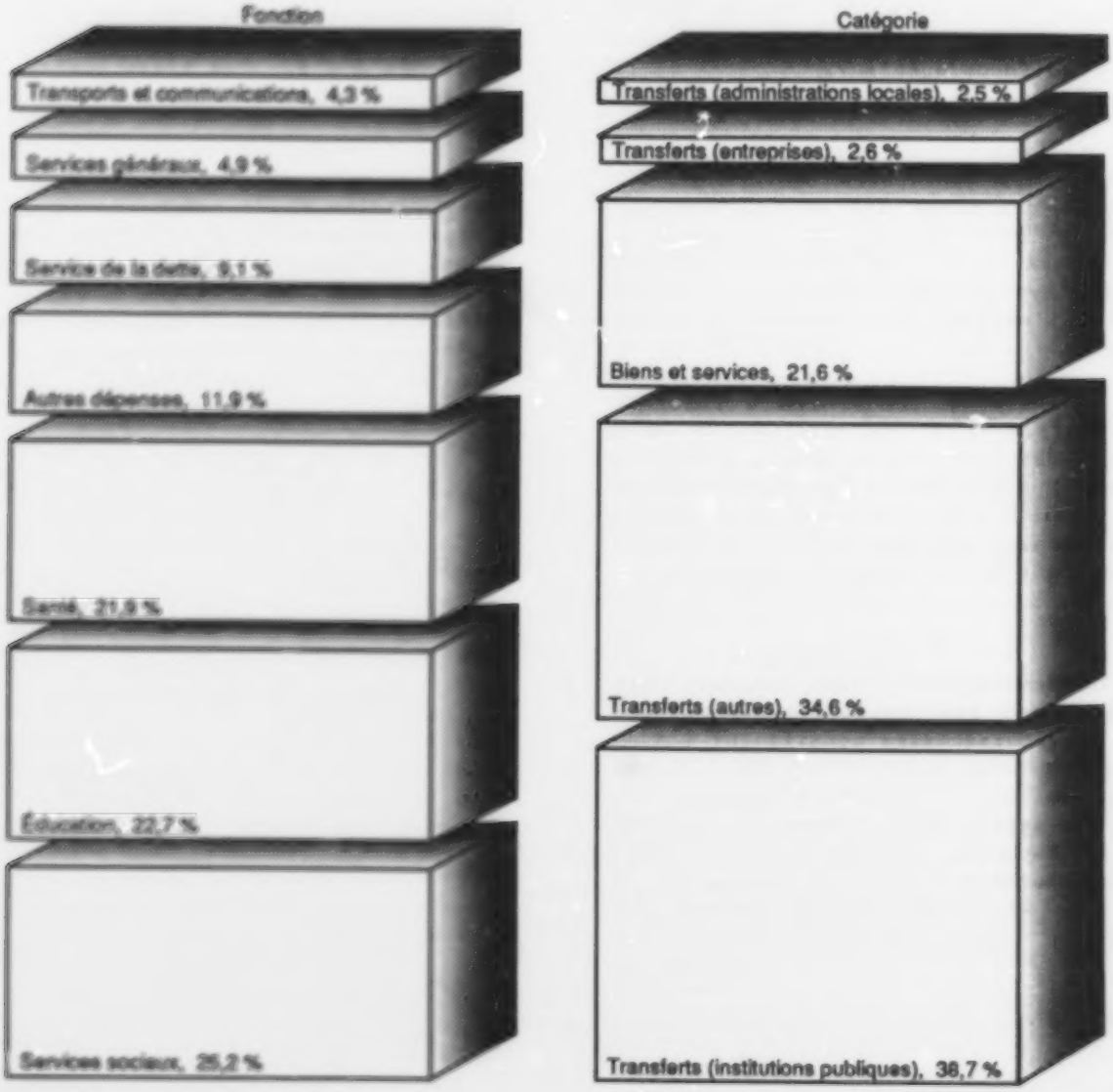
L'analyse selon la catégorie démontre que les transferts aux institutions publiques représentent la plus importante catégorie de dépenses du gouvernement du Québec en 1987-88, avec un montant de 12 890 688 000 $, ce qui constitue 38,7% du total.

Graphique 1.1
Répartition des revenus généraux brute du gouvernement selon la source, Québec, 1987-88



Total = 34 284 457 000 $

Graphique 1.2
Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement selon la fonction et la catégorie, Québec, 1987-88



Total = 23 320 112 000 $

L'ACTIF

L'actif financier du gouvernement du Québec atteint 33 540 631 000 $ à la fin de l'exercice financier 1987-88, ce qui constitue une augmentation de 8,1% par rapport aux données du 31 mars 1987. La répartition, avant éliminations, entre les deux composantes se présente comme suit: 13 192 202 000 $ pour les ministères et 23 286 549 000 $ pour les fonds spéciaux.

Le poste le plus important de l'actif des ministères demeure la détention d'actions des entreprises publiques provinciales qui s'élève à 8 718 039 000 $. La détention des titres d'Hydro-Québec explique en grande partie l'ampleur de ce poste.

L'ensemble des effets à recevoir se chiffre à 2 305 034 000 $ dont 1 638 826 000 $ provient de l'impôt. Le total des effets à recevoir et celui des actions des entreprises publiques provinciales représente près de 84% du total de l'actif financier des ministères.

Concernant les fonds spéciaux, les dépôts dans les institutions financières gouvernementales constituent 82% du total de leur actif financier. L'importance de ce poste s'explique en majeure partie par le dépôt des surplus de la Régie des rentes et de la Régie de l'assurance automobile auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

LE PASSIF

Le passif du gouvernement du Québec s'élève à 36 402 580 000 $ au 31 mars 1988 comparativement à 34 864 200 000 $ au 31 mars 1987. Avec un niveau d'emprunt élevé, les ministères possèdent un passif de 32 149 346 000 $ alors que le passif des fonds spéciaux atteint 7 191 354 000 $, et ce, avant éliminations.

Du côté des ministères, la dette obligataire s'élève à 20 419 766 000 $, la dette relative aux obligations d'épargne atteint 2 731 345 000 $ et les bons du trésor ont un encours de 1 755 000 000 $. Ces trois postes représentent 77,5% du passif total des ministères.

Pour les fonds spéciaux, la dette obligataire s'élève à 3 081 884 000 $, ce qui représente 42,9% de leur passif et l'ensemble des comptes à payer se chiffre à 1 053 631 000 $, soit 14,7% du total.

Chapitre 2 - Tableaux statistiques

L'ajout de quatre tableaux influence la numérotation des tableaux statistiques, les tableaux 2.1 et 2.2, demeurant les seuls inchangés. Les nouveaux tableaux sur les dépenses par fonction et par catégorie portent les numéros 2.3 et 2.4, faisant ainsi monter de deux crans les tableaux 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7, 2.8 et 2.9 de la publication de l'an dernier. Les nouveaux tableaux de réconciliation du bilan portent les numéros 2.12 et 2.13. Enfin, les tableaux 2.10 à 2.15 de la dernière publication deviennent les tableaux 2.14 à 2.19.

Tableau 2.1
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1986-87 et 1987-88

Source	1986-87		1987-88				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Revenus de sources propres	**25 348 791**	**81,2**	**22 521 653**	**6 283 298**	**594 505**	**28 190 826**	**82,2**	**2 842 035**	**11,2**
Impôts sur le revenu	9 108 500	29,2	10 426 614	-	234	10 426 380	30,4	1 317 690	14,7
Des particuliers	8 654 169	27,7	9 763 919	-	-	9 763 919	28,5	1 109 750	12,8
Des corporations	454 331	1,5	662 695	-	234	662 461	1,9	208 140	45,8
Taxe à la consommation	5 889 795	18,9	6 330 327	-	405	6 330 122	18,5	440 127	7,5
Taxes générales de vente	3 533 442	11,3	3 927 882	-	405	3 927 477	11,5	394 035	11,7
Taxes sur les carburants	1 136 964	3,6	1 177 054	-	-	1 177 054	3,4	40 090	3,5
Taxes sur le tabac	882 229	2,2	647 938	-	-	647 938	1,9	(44 291)	(6,4)
Taxes afférentes aux champs de course	26 998	0,1	26 775	-	-	26 775	0,1	(223)	(0,8)
Taxes sur les repas et hôtels	361 329	1,2	402 650	-	-	402 650	1,2	41 321	11,4
Taxes sur les télécommunications	129 552	0,4	139 237	-	-	139 237	0,4	9 685	7,5
Autres taxes à la consommation	9 281	—	9 811	-	-	9 811	—	530	5,7
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale	4 284 010	13,7	1 983 520	3 009 846	54 295	4 950 073	14,4	650 063	15,3
Primes et taxes d'assurance-maladie	1 766 982	5,7	1 983 520	-	-	1 983 520	5,8	216 618	12,3
Cotisations aux caisses des accidents de travail	925 990	3,0	-	1 196 237	27 689	1 152 548	3,4	252 558	25,1
Cotisations aux régimes universels de rentes	1 574 586	5,0	-	1 805 706	26 604	1 777 102	5,2	202 516	12,9
Cotisations à l'Office de la construction du Québec	16 552	0,1	-	19 903	-	19 903	0,1	3 371	20,4
Impôts divers	841 658	2,7	808 928	101 380	-	909 683	2,7	68 025	8,1
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	126 563	0,4	135 373	-	-	135 373	0,4	8 810	7,0
Impôts sur les successions	9 164	—	(960)	-	-	(960)	—	(10 125)	(110,5)
Impôts sur les dons	402	—	168	-	-	168	—	(234)	(58,2)
Autres taxes sur les corporations	619 429	2,0	673 923	-	-	673 923	2,0	54 494	8,8
Autres impôts	86 300	0,3	-	101 380	-	101 380	0,3	15 080	17,5
Revenus provenant des ressources naturelles	130 277	(0,4)	143 758	-	-	143 758	0,4	23 481	19,5
Chasse et pêche	18 622	0,1	21 333	-	-	21 333	0,1	2 711	14,6
Forêts	49 322	0,2	94 668	-	-	94 668	0,3	45 346	91,9
Mines	16 195	0,1	(7 871)	-	-	(7 871)	—	(24 066)	(148,6)
Pétrole et gaz naturel	115	—	92	-	-	92	—	(23)	(20,0)
Ressources hydrauliques	2 501	(—)	2 945	-	-	2 945	—	444	17,8
Autres	33 522	(0,1)	32 591	-	-	32 591	0,1	(931)	(2,9)
Privilèges, licences et permis	954 439	3,1	910 196	499 410	22	1 009 586	3,0	55 147	5,8
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	74 527	0,2	58 636	-	-	58 636	0,2	(15 891)	(21,3)
Véhicules automobiles	808 968	2,6	373 155	493 748	22	866 881	2,5	57 913	7,2
Autres	70 944	0,2	78 407	5 662	-	84 069	0,3	13 125	18,5
Ventes de biens et services	353 559	1,1	365 385	524 111	521 444	368 052	1,1	14 493	4,1
À d'autres administrations publiques	147 317	0,5	145 133	250	-	145 383	0,4	(2 134)	(1,5)
Formation de la main-d'oeuvre	147 286	0,5	145 133	-	-	145 133	0,4	(2 153)	(1,5)
Autres	231	—	-	250	-	250	—	19	8,2
À la collectivité	206 242	0,7	220 252	523 861	521 444	222 669	0,7	16 627	8,1
Locations	28 057	0,1	15 270	562 864	552 384	25 544	0,1	(2 513)	(9,0)
Services récréatifs et culturels	12 230	—	-	10 926	-	10 926	—	(1 297)	(10,6)
Autres	165 752	0,5	204 982	150 057	168 860	186 199	0,6	20 437	12,3
Revenus de placements	**3 289 267**	**10,5**	**1 508 223**	**2 082 479**	**11 838**	**3 579 864**	**10,5**	**290 597**	**8,8**
Provenant des entreprises publiques propres	1 106 223	3,5	1 451 609	-	-	1 451 609	4,2	345 386	31,3
HydroQuébec	305 000	1,0	508 000	-	-	508 000	1,5	205 000	67,7
Société des alcools	760 571	1,2	369 976	-	-	369 976	1,0	9 405	2,6
Société des loteries et courses	360 375	1,2	380 050	-	-	380 050	1,1	19 675	5,5
Autres	81 277	0,3	193 583	-	-	193 583	0,6	112 306	138,2
Autres revenus de placements	2 184 044	7,0	57 614	2 082 479	11 838	2 128 255	6,2	(55 789)	(2,6)
Intérêts	2 156 544	6,9	57 521	2 077 404	11 838	2 123 087	6,2	(33 457)	(1,6)
Dividendes	560	—	-	44	-	44	—	(516)	(92,2)
Bénéfices des opérations en devises étrangères	11 919	—	90	-	-	90	—	(11 829)	(99,2)
Autres	15 421	—	3	5 031	-	5 034	—	(10 387)	(67,4)

Tableau 2.1 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1986-87 et 1987-88

Source	1986-87		1987-88					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Autres revenus de sources propres	507 086	1,6	443 305	46 072	6 079	483 298	1,4	(23 788)	(4,7)
Contributions de certains organismes au RREGOP	891	--	665	-	-	665	--	(226)	(25,4)
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux autres régimes de retraite	234 139	0,8	197 180	-	6 079	191 101	0,6	(43 038)	(18,4)
Intérêts et pénalités sur les impôts	186 799	0,6	184 678	-	-	184 678	0,5	(2 121)	(1,1)
Amendes et autres pénalités	54 951	0,2	60 782	2 192	-	62 974	0,2	8 023	14,6
Autres revenus divers	30 306	0,1	-	43 880	-	43 880	0,1	13 574	44,8
Transferts	**5 856 129**	**18,8**	**6 082 837**	**3 563 471**	**3 552 677**	**6 093 631**	**17,8**	**237 502**	**4,1**
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques	2 627 228	8,4	2 936 631	-	-	2 936 631	8,6	309 403	11,8
Transferts de l'administration fédérale	2 627 228	8,4	2 936 631	-	-	2 936 631	8,6	309 403	11,8
Subventions statutaires	4 603	--	4 603	-	-	4 603	--	-	-
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	3 960	--	-	-	-	-	-	(3 960)	(100,0)
Part de l'impôt sur le revenu non distribuée des sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Péréquation	2 747 847	8,8	3 090 693	-	-	3 090 693	9,0	342 846	12,5
Accord de réciprocité fiscale	62 677	0,2	52 066	-	-	52 066	0,2	(10 611)	(16,9)
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(191 859)	(0,6)	(210 731)	-	-	(210 731)	(0,6)	(18 872)	(9,8)
Transferts des ministères québécois	-	-	-	3 552 677	3 552 677	-	-	-	-
Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises	3 228 901	10,3	3 146 206	10 794	-	3 157 000	9,2	(71 901)	(2,2)
Transferts de l'administration fédérale	3 153 471	10,1	3 146 206	10 474	-	3 156 680	9,2	3 209	0,1
Services généraux	270	--	956	1 956	-	2 912	--	2 642	978,5
Protection de la personne et de la propriété	16 189	0,1	16 666	-	-	16 666	0,1	477	3,0
Transports et communications	19 625	0,1	30 377	-	-	30 377	0,1	10 752	54,8
Santé	1 381 261	4,4	1 409 854	-	-	1 409 854	4,1	28 593	2,1
Services sociaux	1 106 427	3,5	1 032 044	-	-	1 032 044	3,0	(74 383)	(6,7)
Éducation	557 645	1,8	511 479	-	-	511 479	1,5	(46 166)	(8,3)
Ressources naturelles	31 813	0,1	42 054	-	-	42 054	0,1	10 241	32,2
Agriculture, industrie, commerce et tourisme	25 173	0,1	81 759	-	-	81 759	0,2	56 586	224,8
Environnement	2 244	--	2 028	-	-	2 028	--	(216)	(9,6)
Loisirs et culture	1 594	--	8 599	8 518	-	17 117	0,1	15 523	973,8
Travail, emploi et immigration	1 130	--	2 310	-	-	2 310	--	1 180	104,4
Logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	10 100	--	8 080	-	-	8 080	--	(2 020)	(20,0)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts des entreprises publiques fédérales	75 230	0,2	-	-	-	-	-	(75 230)	(100,0)
Transferts des administrations locales	200	--	-	320	-	320	--	120	60,0
Total des revenus généraux bruts	**31 204 920**	**100,0**	**28 604 670**	**9 835 769**	**4 146 982**	**34 284 457**	**100,0**	**3 079 537**	**9,9**
Total des dépenses générales brutes	**31 655 548**	**100,0**	**28 780 194**	**8 691 808**	**4 141 888**	**33 320 112**	**100,0**	**1 664 564**	**5,3**
Surplus (Déficit)	**(450 628)**	**-**	**(175 524)**	**1 144 961**	**(5 093)**	**964 345**	**-**	**1 414 973**	**314,0**

Tableau 2.2
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1986-87 et 1987-88

Fonction	1986-87		1987-88					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Services généraux	**1 556 890**	**4,9**	**1 396 084**	**426 467**	**173 805**	**1 648 746**	**5,0**	**91 856**	**5,2**
Exécutif et législatif	67 084	0,2	93 936	-	6 142	87 794	0,3	20 710	30,9
Gestion	860 807	2,7	547 030	419 445	159 808	806 667	2,4	(54 140)	(6,3)
Pensions versées en vertu du RREGOP	50 309	0,2	50 478	-	-	50 478	0,1	169	0,3
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	491 394	1,6	540 448	4 492	4 492	540 448	1,6	49 054	10,0
Autres	97 296	0,3	164 192	2 530	3 363	163 359	0,5	66 063	67,9
Protection de la personne et de la propriété	**753 649**	**2,4**	**831 218**	**80 083**	**112 642**	**798 659**	**2,4**	**45 010**	**6,0**
Cours de justice	98 862	0,3	104 653	-	-	104 653	0,3	5 791	5,8
Correction et réhabilitation	103 357	0,3	109 326	-	-	109 326	0,3	5 969	5,8
Police	296 367	0,9	315 010	-	54 172	260 838	0,8	(35 529)	(12,0)
Lutte contre les incendies	1 318	--	1 490	-	-	1 490	--	172	13,0
Protection du consommateur	27 688	0,1	31 123	-	-	31 123	0,1	3 435	12,4
Services de réglementations	85 766	0,3	77 144	23 100	2 731	97 513	0,3	11 747	13,7
Autres	140 291	0,4	192 472	56 983	55 739	193 716	0,6	53 425	38,1
Transports et communications	**1 295 585**	**4,1**	**1 398 365**	**325 288**	**296 833**	**1 426 820**	**4,3**	**131 235**	**10,1**
Transport aérien	24 924	0,1	24 028	944	-	24 972	0,1	48	0,2
Transport routier	760 299	2,4	861 096	202 819	235 253	828 662	2,5	68 363	9,0
Transport en commun	382 215	1,2	385 341	-	-	385 341	1,1	3 126	0,8
Transport par eau	10 328	--	13 497	-	-	13 497	--	3 169	30,7
Télécommunications	77 130	0,2	74 074	121 525	61 580	134 019	0,4	56 889	73,7
Autres	40 689	0,1	40 329	-	-	40 329	0,1	(360)	(0,9)
Santé	**6 760 253**	**21,4**	**7 174 288**	**2 478 586**	**2 357 587**	**7 295 287**	**21,9**	**535 034**	**7,9**
Soins hospitaliers	4 154 993	13,1	4 561 333	197 006	290 436	4 467 903	13,4	312 910	7,5
Soins médicaux	2 073 122	6,5	2 037 345	2 233 157	2 037 345	2 233 157	6,7	160 035	7,7
Soins préventifs	426 594	1,3	450 217	48 423	26 658	471 982	1,4	45 388	10,6
Autres	105 544	0,3	125 393	-	3 148	122 245	0,4	16 701	15,8
Services sociaux	**7 880 535**	**24,9**	**4 618 164**	**3 964 260**	**193 689**	**8 408 735**	**25,2**	**528 199**	**6,7**
Sécurité sociale	3 588 479	11,3	331 490	3 689 172	56 019	3 964 643	11,9	376 164	10,5
Régime de rentes du Québec	2 182 298	6,9	1 291	2 474 206	26 019	2 449 478	7,3	267 180	12,2
Assurance-chômage	38 948	0,1	42 330	-	-	42 330	0,1	3 382	8,7
Accidents de travail	901 084	2,8	30 000	960 623	30 000	960 623	2,9	79 539	8,8
Supplément au revenu du travail	26 944	0,1	29 166	-	-	29 166	0,1	2 222	8,2
Allocations de maternité	8 713	--	9 680	-	-	9 680	--	967	11,1
Allocations familiales	210 212	0,7	219 023	-	-	219 023	0,7	8 811	4,2
Indemnisation des accidents de véhicules	220 280	0,7	-	234 343	-	234 343	0,7	14 063	6,4
Bien-être social	4 292 057	13,6	4 286 674	295 088	137 670	4 444 092	13,3	152 035	3,5
Assistance sociale	2 172 584	6,9	2 211 219	37 397	7 938	2 240 678	6,7	68 094	3,1
Service de bien-être	1 528 629	4,8	1 603 709	112 028	76 714	1 639 023	4,9	110 394	7,2
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	19 770	-	19 770	-	-	-	-
Autres dépenses de bien-être social	28 343	0,1	29 205	-	-	29 205	0,1	862	3,0
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	252 645	0,8	228 789	-	-	228 789	0,7	(23 856)	(9,4)
Autres services sociaux	309 856	1,0	193 982	145 663	33 248	306 397	0,9	(3 459)	(1,1)
Éducation	**7 180 344**	**22,7**	**7 686 987**	**11 147**	**118 905**	**7 579 629**	**22,7**	**399 285**	**5,6**
Élémentaire et secondaire	4 580 973	14,5	4 825 855	10 946	60 905	4 775 898	14,3	194 925	4,2
Collégial	1 037 206	3,3	1 106 267	149	22 694	1 083 722	3,2	46 516	4,5
Universitaire	1 253 186	4,0	1 400 399	-	34 901	1 365 498	4,1	112 302	8,9
Services particuliers de recyclage	308 793	1,0	354 466	-	-	354 466	1,0	45 673	14,8
Autres	176	--	-	52	7	45	--	(131)	(74,4)

Tableau 2.2 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1986-87 et 1987-88

Fonction	1986-87		1987-88				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**1 258 276**	**4,0**	**1 268 684**	**444 212**	**481 127**	**1 231 779**	**3,7**	**(26 497)**	**(2,1)**
Agriculture	525 561	1,7	488 590	275 974	291 190	473 374	1,4	(52 187)	(9,9)
Chasse et pêche	67 018	0,2	64 238	199	-	64 437	0,2	(2 581)	(3,8)
Forêts	216 104	0,7	249 920	3 015	16 786	236 149	0,7	20 045	9,3
Mines	50 435	0,2	88 361	-	-	88 361	0,3	37 926	0,7
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	...
Tourisme	68 600	0,2	73 002	19 592	23 001	69 593	0,2	993	1,4
Commerce et industrie	249 803	0,8	240 615	136 786	145 518	231 883	0,7	(17 920)	(7,2)
Eau	-	-	-	-	-	-	-	-	...
Autres	80 755	0,3	63 968	8 646	4 632	67 982	0,2	(12 773)	(15,8)
Environnement	**210 779**	**0,7**	**334 343**	**9 765**	**113 173**	**230 935**	**0,7**	**20 156**	**9,5**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	177 409	0,6	298 622	9 715	106 747	191 590	0,6	14 181	8,0
Contrôle de la pollution	13 976	—	16 082	-	-	16 082	—	2 106	15,1
Autres	19 394	0,1	29 639	50	6 426	23 263	0,1	3 869	19,9
Loisirs et culture	**328 367**	**1,0**	**340 307**	**93 722**	**73 238**	**360 791**	**1,1**	**32 424**	**9,8**
Loisirs	138 662	0,4	138 327	101	7 296	131 132	0,4	(7 530)	(5,4)
Culture	177 698	0,6	190 170	82 417	55 967	216 620	0,7	38 922	21,9
Autres	12 007	—	11 810	11 204	9 975	13 039	—	1 032	8,6
Travail, emploi et immigration	**251 072**	**0,8**	**223 986**	**55 872**	**7 483**	**272 375**	**0,8**	**21 303**	**8,5**
Travail et emploi	225 723	0,7	190 943	55 872	4 194	242 621	0,7	16 898	7,5
Immigration	25 349	0,1	33 043	-	3 289	29 754	0,1	4 405	17,3
Logement	**260 283**	**0,8**	**181 700**	**387 223**	**181 700**	**387 223**	**1,1**	**126 940**	**48,8**
Opérations relatives au logement	220 099	0,7	181 700	362 120	181 700	362 120	1,0	142 081	64,5
Aide au logement	40 224	0,1	-	25 103	-	25 103	0,1	(15 121)	(37,6)
Planification et aménagement des régions	**112 602**	**0,4**	**101 460**	**2 691**	**11 112**	**93 039**	**0,3**	**(19 563)**	**(17,4)**
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	52 048	0,2	26 749	-	-	26 749	0,1	(25 299)	(48,6)
Aménagement des régions	28 187	0,1	32 483	2 691	5 096	30 078	0,1	1 891	6,7
Autres	32 367	0,1	42 228	-	6 016	36 212	0,1	3 845	12,0
Établissements de recherche	**68 008**	**0,2**	**21 487**	**38 681**	**6 288**	**53 880**	**0,2**	**(14 128)**	**(20,7)**
Transferts à des fins générales aux administrations locales	**316 203**	**1,0**	**270 517**	**47 888**	**-**	**318 405**	**1,0**	**2 202**	**0,7**
Subventions en remplacement d'impôt	254 582	0,8	254 720	-	-	254 720	0,8	138	—
Autres	61 621	0,2	15 797	47 888	-	63 685	0,2	2 064	3,3
Transferts aux entreprises propres	**284 542**	**0,9**	**167 182**	**-**	**1 825**	**165 279**	**0,5**	**(119 263)**	**(41,9)**
Service de la dette	**3 128 159**	**9,9**	**2 765 482**	**286 922**	**12 884**	**3 048 530**	**9,1**	**(79 629)**	**(2,5)**
Intérêts	3 012 417	9,5	2 738 528	286 433	12 884	3 012 077	9,0	(340)	—
Autres	115 742	0,4	26 954	9 489	-	36 453	0,1	(79 289)	(68,5)
Total des dépenses générales brutes	**31 685 548**	**100,0**	**28 780 194**	**8 681 808**	**4 141 888**	**33 320 112**	**100,0**	**1 664 564**	**5,3**
Total des revenus généraux bruts	**31 204 920**	**100,0**	**28 604 670**	**9 826 760**	**4 146 962**	**34 284 457**	**100,0**	**3 079 537**	**9,9**
Surplus (Déficit)	**(480 628)**	**-**	**(175 524)**	**1 144 961**	**(5 083)**	**964 345**	**-**	**1 414 973**	**314,0**

Tableau 2.3
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, par composante, 1987-1988

Catégorie	1987-88				
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total	
		'000 $		'000 $	%
Dépenses en biens et services	**2 886 186**	**3 509 271**	**-**	**6 405 457**	**19,3**
Traitement, salaires et allocations	1 965 740	506 604	-	2 472 344	7,5
Autres dépenses en biens et services	930 446	3 002 667	-	3 933 113	11,8
Intérêts sur le service de la dette	**2 765 492**	**415 126**	**-**	**3 180 618**	**9,5**
Transferts	**22 616 432**	**4 456 231**	**4 141 889**	**22 930 774**	**68,8**
Aux ministères	...	323 127	323 127	-	-
Aux institutions publiques[1]	12 855 958	34 730	-	12 890 688	38,7
Aux administrations locales	718 615	83 372	-	801 987	2,4
Aux entreprises publiques fédérales	53	-	-	53	--
Aux entreprises publiques provinciales	194 423	-	-	194 423	0,6
Aux entreprises publiques locales	250 465	-	-	250 465	0,7
Aux fonds spéciaux	3 818 762	...	3 818 762	-	-
Aux entreprises privées	383 720	51 566	-	435 286	1,3
Autres[1]	4 394 436	3 963 436	-	8 357 872	25,1
Dépenses en capital	**502 084**	**301 179**	**-**	**803 263**	**2,4**
Total	**28 780 194**	**8 681 807**	**4 141 889**	**33 320 112**	**100,0**

1. Les transferts à toutes les universités sont dorénavant classés à institutions publiques. Auparavant, seuls les transferts à l'Université du Québec y étaient inclus, les transferts aux autres universités étant classés à transferts autres.

Tableau 2.4
Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1987-88

Fonction	Catégorie				Total
	Biens et services		Transferts		
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $
Services généraux	1 022 712	62,0	626 034	38,0	1 648 746
Part relative		14,2		2,4	
Protection de la personne et de la propriété	735 071	92,0	63 588	8,0	798 659
Part relative		10,2		0,2	
Transports et communications	977 874	68,5	448 946	31,5	1 426 820
Part relative		13,6		1,7	
Santé	2 408 359	33,0	4 886 928	67,0	7 295 287
Part relative		33,4		18,7	
Services sociaux	648 987	7,7	7 759 748	92,3	8 408 735
Part relative		9,0		29,8	
Éducation	98 745	1,3	7 480 884	98,7	7 579 629
Part relative		1,4		28,6	
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	653 142	53,0	578 637	47,0	1 231 779
Part relative		9,1		2,2	
Environnement	70 937	30,7	159 998	69,3	230 935
Part relative		1,0		0,6	
Loisirs et culture	213 981	59,3	146 810	40,7	360 791
Part relative		3,0		0,6	
Travail, emploi et immigration	212 749	78,1	59 626	21,9	272 375
Part relative		2,9		0,2	
Logement	118 077	30,5	269 146	69,5	387 225
Part relative		1,6		1,0	
Planification et aménagement des régions	37 308	40,1	55 731	59,9	93 039
Part relative		0,5		0,2	
Établissements de recherche	10 770	20,0	43 110	80,0	53 880
Part relative		0,1		0,2	
Transferts à des fins générales aux administrations locales	...	...	318 405	100,0	318 405
Part relative		...		1,2	
Transferts aux entreprises propres	...	...	185 279	100,0	185 279
Part relative		...		0,7	
Service de la dette	8	—	3 048 522	100,0	3 048 530
Part relative		—		11,7	
Total '000 $, %	7 208 720	21,6	26 111 392	78,4	33 320 112
%		100,0		100,0	

Tableau 2.5
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1987-88

Fonction	Catégorie						
	Biens et services		Transferts				Total
	Traitements et salaires	Autres	Entreprises	Institutions publiques[1]	Administrations locales	Autres	
	'000 $						
Services généraux	**398 663**	**624 049**	**13 086**	**823**	**7**	**612 138**	**1 648 746**
Exécutif et législatif	59 725	25 922	-	-	7	2 140	87 794
Gestion	289 466	504 003	9 595	100	-	3 503	806 667
Pensions versées en vertu du RREGOP	-	-	-	-	-	50 478	50 478
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	-	-	-	-	-	540 448	540 448
Autres	49 472	94 124	3 471	723	-	15 569	163 359
Protection de la personne et de la propriété	**573 754**	**161 317**	**1 501**	**60**	**5 223**	**56 804**	**798 659**
Cours de justice	87 053	16 684	-	-	916	-	104 653
Correction et réhabilitation	85 648	23 291	-	-	387	-	109 326
Police	236 910	23 044	-	-	884	-	260 838
Lutte contre les incendies	1 242	248	-	-	-	-	1 490
Protection du consommateur	20 703	9 701	-	-	-	719	31 123
Services de réglementations	72 136	25 269	-	-	-	108	97 513
Autres	70 062	63 080	1 501	60	3 036	55 977	193 716
Transports et communications	**247 977**	**729 897**	**273 673**	**131**	**174 326**	**816**	**1 426 820**
Transport aérien	1 497	22 982	493	-	-	-	24 972
Transport routier	153 488	616 486	9	-	58 679	-	828 662
Transport en commun	4 718	7 430	257 768	131	115 238	56	385 341
Transport par eau	969	2 111	10 085	-	332	-	13 497
Télécommunications	59 373	68 568	5 318	-	-	760	134 019
Autres	27 932	12 320	-	-	77	-	40 329
Santé	**60 521**	**2 347 838**	**2 545**	**4 741 506**	**3**	**142 874**	**7 295 287**
Soins hospitaliers	(185)	129 377	-	4 246 983	-	91 728	4 467 903
Soins médicaux	38 030	2 195 127	-	-	-	-	2 233 157
Soins préventifs	670	14 219	-	442 174	-	14 919	471 982
Autres	22 006	9 115	2 545	52 349	3	36 227	122 245
Services sociaux	**371 702**	**277 285**	**74 086**	**1 337 202**	**2**	**6 348 538**	**8 408 735**
Sécurité sociale	197 297	77 442	-	-	-	3 689 904	3 964 643
Régime de rentes du Québec	20 503	20 243	-	-	-	2 408 732	2 449 478
Assurance-chômage	42 330	-	-	-	-	-	42 330
Accidents de travail	134 431	56 245	-	-	-	789 947	980 623
Supplément au revenu du travail	33	954	-	-	-	28 179	29 166
Allocations de maternité	-	-	-	-	-	9 680	9 680
Allocations familiales	-	-	-	-	-	219 023	219 023
Indemnisation des accidents de véhicules	-	-	-	-	-	234 343	234 343
Bien-être social	174 405	199 843	74 006	1 337 202	2	2 658 634	4 444 092
Assistance sociale	-	-	-	-	-	2 240 678	2 240 678
Service de bien-être	49 409	77 725	44 974	1 284 408	-	182 507	1 639 023
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses de bien-être social	-	29 037	-	-	-	168	29 205
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	-	-	26 486	-	-	202 303	228 789
Autres services sociaux	124 996	93 081	2 546	52 794	2	32 978	306 397
Éducation	**71 317**	**27 428**	**1 234**	**6 800 076**	**-**	**679 584**	**7 579 629**
Élémentaire et secondaire	49 687	20 657	1 049	4 487 891	-	216 614	4 775 898
Collégial	11 929	3 547	-	874 071	-	194 175	1 083 722
Universitaire	9 701	3 179	-	1 229 857	-	122 751	1 365 488
Services particuliers de recyclage	-	-	175	208 247	-	146 044	354 466
Autres	-	45	-	-	-	-	45

Tableau 2.5 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1987-88

Fonction	Catégorie						
	Biens et services		Transferts				Total
	Traitements et salaires	Autres	Entreprises	Institutions publiques[1]	Administrations locales	Autres	
				'000 $			
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**373 919**	**279 223**	**378 603**	**5 147**	**21 441**	**175 446**	**1 231 779**
Agriculture	113 485	39 464	149 932	3 499	5 100	161 854	473 374
Chasse et pêche	38 197	14 356	7 014	50	2 448	2 372	64 437
Forêts	81 363	107 157	47 043	145	-	441	236 149
Mines	15 289	17 861	55 211	-	-	-	88 361
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	24 683	29 530	2 779	-	4 522	8 079	69 593
Commerce et industrie	64 419	43 537	114 076	30	9 311	510	231 883
Eau	-	-	-	-	-	-	-
Autres	36 483	27 318	2 488	1 423	60	210	67 982
Environnement	**47 244**	**23 683**	**1 019**	**160**	**157 726**	**1 083**	**230 935**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	22 366	14 601	20	-	154 436	167	191 590
Contrôle de la pollution	8 780	3 096	999	-	2 281	926	16 082
Autres	16 098	5 996	-	160	1 009	-	23 263
Loisirs et culture	**101 333**	**112 648**	**47 307**	**825**	**48 081**	**50 587**	**360 791**
Loisirs	50 920	32 651	522	-	23 383	23 656	131 132
Culture	47 955	78 876	37 325	825	24 698	26 941	216 620
Autres	2 458	1 121	9 460	-	-	-	13 039
Travail, emploi et immigration	**173 472**	**39 277**	**38 932**	**126**	**120**	**20 448**	**272 375**
Travail et emploi	152 010	34 378	38 932	126	120	17 055	242 621
Immigration	21 462	4 899	-	-	-	3 393	29 754
Logement	**17 600**	**100 477**	**-**	**-**	**35 484**	**233 662**	**387 223**
Opérations relatives au logement	17 600	100 477	-	-	35 484	208 559	362 120
Aide au logement	-	-	-	-	-	25 103	25 103
Planification et aménagement des régions	**29 029**	**8 279**	**13 851**	**-**	**41 169**	**711**	**93 099**
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	2 434	197	-	-	23 407	711	26 749
Aménagement des régions	9 797	2 701	13 851	-	3 729	-	30 078
Autres	16 798	5 381	-	-	14 033	-	36 212
Établissements de recherche	**5 813**	**4 957**	**1 304**	**4 632**	**-**	**37 174**	**53 880**
Transferts à des fins générales aux administrations locales	**-**	**-**	**-**	**-**	**318 405**	**-**	**318 405**
Subventions en remplacement d'impôt	-	-	-	-	254 720	-	254 720
Autres	-	-	-	-	63 685	-	63 685
Transferts aux entreprises propres	**-**	**-**	**165 279**	**-**	**-**	**-**	**165 279**
Service de la dette	**-**	**8**	**(132 883)**	**-**	**-**	**3 180 605**	**3 048 530**
Intérêts	-	-	(132 083)	-	-	3 144 160	3 012 077
Autres	-	8	-	-	-	36 445	36 453
Total	**2 472 344**	**4 736 376**	**880 227**	**12 880 686**	**801 987**	**11 536 400**	**33 320 112**

1. Les transferts à toutes les universités sont dorénavant classés à institutions publiques. Auparavant, seuls les transferts à l'Université du Québec y étaient inclus, les transferts aux autres universités étant classés à transferts autres.

Tableau 2.6
Actif financier du gouvernement du Québec par composants, 31 mars 1987 et 1988

Actif financier	31 mars 1987				31 mars 1988			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'	'000 $		
Encaisse et dépôts	**743 940**	**17 452 994**	**-**	**18 196 923**	**634 270**	**19 325 686**	**-**	**19 959 326**
Encaisse	63 208	31 342	-	94 545	156 736	31 675	-	188 410
Dépôts dans les institutions financières gouvernementales	-	17 327 321	-	17 327 321	-	19 086 490	-	19 086 490
Dépôts dans les banques à charte	489 504	79 019	-	568 523	354 610	185 929	-	540 539
Dépôts dans d'autres institutions financières	191 242	15 292	-	206 534	122 844	20 964	-	143 808
Effets à recevoir	**2 286 961**	**2 159 180**	**1 305 913**	**3 139 217**	**2 305 054**	**2 453 944**	**1 930 739**	**2 821 259**
Impôts	1 745 819	140 797	-	1 886 616	1 638 826	133 183	-	1 772 009
Intérêts	20 457	513 936	-	534 333	23 390	279 175	-	302 565
Comptes clients	36 675	22 906	-	61 381	43 005	71 735	-	114 740
Administrations publiques	249 102	1 350 507	1 306 913	293 496	574 040	1 818 707	1 930 739	453 008
Administration fédérale	179 727	173	-	179 900	313 667	390	-	314 057
Administration provinciale	70 175	1 236 758	1 306 913	-	260 373	1 679 366	1 930 739	-
Administrations locales	-	113 596	-	113 596	-	138 951	-	138 951
Entreprises publiques	67 000	54 041	-	121 041	69 000	77 040	-	126 040
Entreprises fédérales	-	53 213	-	53 213	-	77 040	-	77 040
Entreprises provinciales	67 000	828	-	67 828	69 000	-	-	49 000
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	165 158	77 012	-	242 150	(123 227)	76 194	-	52 877
Avances	**282 935**	**292 055**	**114 279**	**460 682**	**336 506**	**453 791**	**189 685**	**600 592**
Aux administrations publiques	127 191	-	114 279	12 912	207 729	-	189 685	18 034
Administration provinciale	117 054	-	114 279	2 775	197 577	-	189 685	7 892
Gouvernement du Québec	114 279	-	114 279	-	189 685	-	189 685	-
Institutions publiques	2 775	-	-	2 775	7 892	-	-	7 892
Administrations locales	10 137	-	-	10 137	10 152	-	-	10 152
Entreprises publiques	43 617	-	-	43 617	26 280	-	-	26 280
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	43 617	-	-	43 617	26 280	-	-	26 280
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	79 849	-	-	79 849	76 936	-	-	76 936
Entreprises privées	27 162	279 025	-	306 187	25 689	438 791	-	464 480
Universités	5 107	-	-	5 107	-	-	-	-
Autres	-	13 030	-	13 030	-	14 970	-	14 970
Titres	**8 957 365**	**846 428**	**791 051**	**8 992 742**	**9 668 310**	**939 082**	**794 196**	**9 813 334**
Bons du trésor	-	-	-	-	49 596	-	49 596	-
Obligations	726 797	126 616	630 059	223 376	722 972	189 302	576 801	335 503
Administrations publiques	686 667	112 702	630 059	169 310	654 679	173 071	576 801	250 949
Administration fédérale	-	-	-	-	23 500	-	-	23 500
Administration provinciale	629 876	112 223	630 059	111 060	575 638	172 418	576 801	171 255
Gouvernement du Québec	628 876	1 163	630 059	-	575 638	1 163	576 801	-
Institutions publiques	-	111 060	-	111 060	-	171 255	-	171 255
Autres provinces	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations locales	57 791	479	-	58 270	55 341	653	-	56 194
Entreprises publiques	130	-	-	130	28 293	-	-	28 293
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	130	-	-	130	28 293	-	-	28 293
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur privé	40 000	13 914	-	53 914	40 000	16 231	-	56 231
Entreprises	40 000	-	-	40 000	40 000	-	-	40 000
Universités	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	13 914	-	13 914	-	16 231	-	16 231
Actions	8 230 568	30 313	161 012	8 079 869	8 935 942	75 553	167 801	8 801 694
Administration publique provinciale	161 012	-	161 012	-	167 801	-	167 801	-
Entreprises publiques provinciales	8 049 454	-	-	8 049 454	8 718 039	-	-	8 718 039
Entreprises privées	102	30 313	-	30 415	10 102	73 553	-	83 655

Tableau 2.6 (suite)
Actif financier du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1987 et 1988

Actif financier	31 mars 1987				31 mars 1988			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Hypothèques et contrats de vente	-	633 477	-	633 477	-	634 373	-	634 373
Hypothèques en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	-	317 911	-	317 911	-	514 939	-	514 939
Autres	-	135 566	-	135 566	-	123 434	-	123 434
Autres titres	-	36 020	-	36 020	-	37 774	-	37 774
Autres actifs financiers	146 541	116 691	14 830	248 342	247 632	112 756	14 488	346 100
Administration provinciale	-	14 830	14 830	-	-	14 488	14 488	-
Autres	146 541	101 861	-	248 342	247 632	98 268	-	346 100
Total	12 397 722	20 867 257	2 237 073	31 027 906	13 192 282	33 286 349	2 938 130	39 540 691

Tableau 2.7
Passif du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1987 et 1988

Passif	31 mars 1987				31 mars 1988			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Emprunts auprès d'institutions financières	**309 300**	**1 115 [illegible]**	**-**	**1 424 [illegible]**	**344 442**	**1 136 [illegible]**	**-**	**1 480 [illegible]**
Découverts bancaires	309 300	109 461	-	418 761	344 442	106 709	-	451 151
Emprunts bancaires	-	616 300	-	616 300	-	904 179	-	904 179
Autres institutions financières	-	389 000	-	389 000	-	125 592	-	125 592
Effets à payer	**4 633 374**	**714 818**	**409 364**	**4 939 028**	**4 205 605**	**1 059 421**	**640 439**	**4 576 196**
Titres échus en circulation	53 665	-	-	53 665	-	-	-	-
Intérêts	1 221 515	94 550	-	1 316 065	1 314 921	95 180	-	1 410 101
Comptes-fournisseurs	130 200	410 547	-	540 747	122 100	530 317	-	652 417
Administrations publiques	2 383 421	90 763	409 364	2 064 820	2 083 040	281 138	640 439	1 683 727
Administration fédérale	-	498	-	498	-	-	-	-
Administration provinciale	1 148 803	71 061	409 364	810 500	982 210	279 339	640 439	580 300
Gouvernement du Québec	338 303	71 061	409 364	-	401 900	278 539	640 439	-
Institutions publiques	810 500	-	-	810 500	580 310	-	-	580 750
Administrations locales	1 236 618	19 184	-	1 255 802	1 100 848	2 579	-	1 103 427
Entreprises publiques	337 223	-	-	337 223	323 857	-	-	323 857
Entreprises provinciales	337 223	-	-	337 223	323 857	-	-	323 857
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	505 360	118 978	-	624 338	361 100	146 996	-	508 096
Universités	116 600	-	-	116 600	-	-	-	-
Autres	388 760	118 978	-	507 738	361 100	146 996	-	508 096
Avances	**379 860**	**411 059**	**342 249**	**448 670**	**376 663**	**488 636**	**375 252**	**489 047**
Administrations publiques	339 790	342 249	342 249	339 790	340 019	375 252	375 252	340 019
Administration fédérale	339 790	-	-	339 790	337 219	-	-	337 219
Administration provinciale	-	342 249	342 249	-	2 800	375 252	375 252	2 800
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	37 270	61 710	-	98 980	36 644	111 564	-	148 208
Entreprises fédérales	37 270	61 710	-	98 980	36 644	61 564	-	98 208
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	50 000	-	50 000
Banques à charte	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres institutions financières	-	4 400	-	4 400	-	-	-	-
Autres	2 800	2 700	-	5 500	-	1 820	-	1 820
Bons du trésor	**1 550 000**	**-**	**-**	**1 550 000**	**1 750 000**	**-**	**48 500**	**1 701 500**
Obligations d'épargne	**2 605 084**	**-**	**-**	**2 605 084**	**2 731 348**	**-**	**-**	**2 731 348**
Obligations	**18 714 288**	**2 428 830**	**757 692**	**20 385 446**	**20 419 766**	**3 081 884**	**703 953**	**22 797 697**
Administrations publiques	752 244	127 633	757 692	122 205	702 288	127 152	703 953	125 487
Régime de pensions du Canada	122 205	-	-	122 205	125 487	-	-	125 487
Administration provinciale	630 039	127 633	757 692	-	576 801	127 152	703 953	-
Entreprises provinciales	5 791 901	-	-	5 791 901	6 196 200	-	-	6 196 200
À la collectivité	13 170 143	2 301 197	-	15 471 340	13 521 278	2 954 732	-	16 476 010
Au Canada	6 192 083	2 301 197	-	8 493 280	6 076 247	2 954 732	-	9 030 979
Aux États-Unis	3 736 707	-	-	3 736 707	3 341 809	-	-	3 341 809
À des pays étrangers autres que les États-Unis	3 241 343	-	-	3 241 343	3 103 222	-	-	3 103 222
Autres titres	**1 480 594**	**627 112**	**90 005**	**2 017 701**	**1 965 477**	**770 640**	**109 509**	**2 626 608**
Administration provinciale	-	90 005	90 005	-	-	109 509	109 509	-
Entreprises publiques provinciales (autres provinces)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1 480 594	537 107	-	2 017 701	1 965 477	661 131	-	2 626 608
Dépôts	**-**	**21 863**	**-**	**21 863**	**52 340**	**27 286**	**-**	**79 502**
Administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	21 863	-	21 863	52 340	27 286	-	79 502

Tableau 2.7 (suite)
Passif du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1987 et 1988

Passif	31 mars 1987				31 mars 1988			
	Ministères	Fonds spéciaux	Élimi-nations	Gouver-nement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Élimi-nations	Gouver-nement du Québec
	'000 $				'000 $			
Autres organismes	98 536	795 736	627 765	266 507	299 359	632 817	1 019 357	(87 181)
Administrations publiques	2 587	14 600	14 600	2 587	-	14 044	14 044	-
Administration provinciale	-	14 600	14 600	-	-	14 044	14 044	-
Administrations locales	2 587	-	-	2 587	-	-	-	-
Autres	95 949	781 136	613 165	263 920	299 359	618 773	1 005 313	(87 181)
Revenus différés	-	566 434	-	566 434	-	606 886	-	606 886
Autres	95 949	214 702	613 165	(302 514)	299 359	11 887	1 005 313	(694 067)
Total	30 976 846	6 114 427	2 227 073	34 864 200	32 140 266	7 191 354	2 929 120	36 402 500
Excédent de l'actif financier sur le passif (ou excédent du passif sur l'actif financier)	(18 579 124)	14 752 830	-	(3 826 294)	(18 957 144)	16 095 195	-	(2 861 949)

Tableau 2.8
Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, 1987-88

	1987-88
	'000 $
Provenance des ressources financières	**2 980 329**
Variation de l'actif financier	333 082
Diminution des effets à recevoir	317 978
Diminution des hypothèques et contrats de vente détenus	15 104
Variation du passif	2 376 843
Augmentation des emprunts auprès d'institutions financières	56 571
Augmentation des avances reçues	41 385
Augmentation des bons du trésor émis	150 404
Augmentation des obligations émises	1 412 251
Augmentation des titres émis	608 907
Augmentation des dépôts dus	57 729
Utilisation des ressources financières	**3 824 674**
Variation de l'actif financier	2 835 807
Augmentation de l'encaisse et des dépôts	1 702 405
Augmentation des avances variées	139 910
Augmentation des obligations détenues des administrations publiques	81 019
Augmentation des obligations détenues des entreprises publiques	28 163
Augmentation des obligations détenues du secteur privé	2 375
Augmentation des actions détenues	721 825
Augmentation des autres titres détenus	1 754
Augmentation des autres actifs financiers	97 756
Variation du passif	788 867
Diminution des effets à payer	360 850
Diminution des obligations d'épargne émises	74 349
Diminution des autres créances dues	353 668
Utilisation nette de fonds	**984 345**
Surplus selon la gestion financière	**984 345**

Tableau 2.9
Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information bruts contenus dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1987-88

Revenus	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		'000 $	
Revenus généraux bruts non consolidés	**28 604 670**	**9 826 769** [1]	**38 431 439**
Revenus bruts du gouvernement du Québec selon les Comptes publics et les rapports annuels des fonds spéciaux	28 363 891	9 969 997	38 333 888
Ajustements	240 779	(143 228)	97 551
Postes ne constituant pas des revenus selon le système de gestion financière	-	-	-
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	(164 983)	(143 228)	(308 211)
Contributions du gouvernement comme employeur aux Fonds des services de santé	(63 676)	-	(63 676)
Taxe spéciale sur le tabac	116 108	-	116 108
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux régimes de retraite	197 863	-	197 863
Impôts fonciers	75 004	-	75 004
Allocation de disponibilité	127 299	-	127 299
Autres ajustements	(44 830)	-	(44 830)
Éliminations	**(124 807)**	**(4 002 175)**	**(4 126 982)**
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	(124 807)	-	(124 807)
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	-	(3 967 882)	(3 967 882)
Contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes (RRQ, CSST)	-	(34 293)	(34 293)
Total des revenus généraux bruts	**28 479 863**	**5 824 594**	**34 304 457**

1. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.

Tableau 2.10
Réconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1987-88

Dépenses	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		(000 $)	
Dépenses générales brutes non consolidées	**28 780 194**	**8 681 888**	**37 462 082**
Dépenses brutes du gouvernement du Québec selon les Comptes publics et les rapports annuels des fonds spéciaux	30 756 142	9 593 949	40 271 791
Ajustements	(1 987 948)	(855 841)[1]	(2 809 789)
Postes ne constituant pas des dépenses	-	(708 613)	(708 613)
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	(144 965)	(143 228)	(308 211)
Contributions du gouvernement comme employeur aux fonds des services de santé	(65 674)	-	(65 674)
Contributions du gouvernement à titre d'employeur au RREGOP	(1 094 876)	-	(1 094 876)
Contributions du gouvernement à titre d'employeur aux autres régimes de retraite	(1 491 975)	-	(1 491 975)
Taxe spéciale sur le tabac	116 108	-	116 108
Impôts fonciers	75 003	-	75 003
Allocation de disponibilité	127 299	-	127 299
Pensions versées pour le RREGOP	50 478	-	50 478
Pensions versées pour les autres régimes de retraite	531 163	-	531 163
Autres ajustements	(40 483)	-	(40 483)
Éliminations	**(3 976 762)**	**(325 127)**	**(4 141 889)**
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	(3 764 489)	-	(3 764 489)
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	-	(325 127)	(325 127)
Contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes (RRQ, CSST)	(54 293)	-	(54 293)
Total des dépenses générales brutes	**24 961 429**	**8 356 681**	**33 320 112**

1. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.

Tableau 2.11
Réconciliation du surplus selon la gestion financière avec le déficit présenté dans les Comptes publics, Québec, 1987-88

	1987-88
	'000 $
Déficit selon les Comptes publics	**(2 374 250)**
Ajustements	2 198 727
Contributions du gouvernement à titre d'employeur au RREGOP	1 084 876
Contributions du gouvernement à titre d'employeur aux autres régimes de retraite	1 491 973
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux régimes de retraite	197 845
Pensions versées pour le RREGOP	(50 478)
Pensions versées pour les autres régimes de retraite	(531 163)
Autres	(4 326)
Surplus des fonds spéciaux	1 144 961
Différence entre les éliminations	(5 005)
Surplus selon la gestion financière	**984 348**

Tableau 2.12
Réconciliation de l'actif financier du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1987-88

Actif	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		'000 $	
Actif financier non consolidé	**13 192 202**	**23 286 549**	**36 478 751**
Actif du gouvernement du Québec selon les Comptes publics et les rapports annuels des fonds spéciaux	43 405 694	26 395 101[1]	69 800 795
Ajustements	(30 213 492)	(3 108 552)	(33 322 044)
Dette nette	(30 213 492)	-	(30 213 492)
Actifs immobilisés	-	(3 075 359)	(3 075 359)
Inventaires	-	(9 527)	(9 527)
Fonds en fidéicommis	-	(631)	(631)
Autres	-	(23 035)	25 035)
Éliminations	**(1 343 165)**	**(1 886 017)**	**(2 998 138)**
Effets à recevoir par les ministères des fonds spéciaux	(260 373)	...	(260 373)
Effets à recevoir par les fonds spéciaux des ministères	...	(1 679 366)	(1 679 366)
Avances des ministères aux fonds spéciaux	(189 695)	...	(189 695)
Avances des fonds spéciaux aux ministères	...	-	-
Bons du trésor du gouvernement du Québec	(49 596)	-	(49 596)
Obligations du gouvernement du Québec	(310 565)	(1 163)	(311 728)
Obligations des fonds spéciaux détenues par les ministères	(265 073)	...	(265 073)
Actions des fonds spéciaux détenues par les ministères	(167 801)	...	(167 801)
Autres actifs financiers	-	(14 488)	(14 488)
Total de l'actif financier	**11 949 099**	**21 391 532**	**33 340 631**

1. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.

Tableau 2.13
Réconciliation du passif du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1987-88

Passif	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		'000 $	
Passif non consolidé	**32 149 346**	**7 191 364**	**39 340 710**
Passif du gouvernement du Québec selon les Comptes publics et les rapports annuels des fonds spéciaux	43 405 694	26 394 101	69 800 795
Ajustements	(11 256 348)	(19 202 747)	(30 460 095)
Passif inscrit pour le compte des régimes de retraite	(11 555 707)	-	(11 555 707)
Provisions pour créances irrécouvrables	-	(43 823)	(43 823)
Fonds en fiducie	-	(631)	(631)
Fonds disponibles, réserves actuarielles	-	(19 168 371)	(19 168 371)
Autres	299 359	9 078	308 437
Éliminations	**(1 243 483)**	**(1 688 087)**	**(2 931 570)**
Effets à payer aux ministères par les fonds spéciaux	...	(278 559)	(278 559)
Effets à payer aux fonds spéciaux par les ministères	(401 900)	...	(401 900)
Emprunts et avances dus aux ministères par les fonds spéciaux	...	(375 252)	(375 252)
Emprunts et avances dus aux fonds spéciaux par les ministères	-	...	-
Obligations du gouvernement du Québec	(576 801)	(127 152)	(703 953)
Autres titres du gouvernement du Québec	-	(109 525)	(109 525)
Autres	(264 402)	(804 551)	(1 068 953)
Total du passif	**30 906 243**	**5 496 387**	**36 402 388**

1. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.

Tableau 2.14
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1979-80 à 1988-89

Source	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89p
					'000 $					
Revenus de sources propres	**12 180 247**	**13 757 383**	**16 494 973**	**17 946 646**	**19 284 639**	**20 385 735**	**22 984 972**	**25 348 791**	**28 190 826**	**29 428 000**
Impôts sur le revenu	5 233 410	5 985 900	6 641 455	6 886 767	7 256 888	7 794 923	8 635 763	9 108 500	10 426 390	10 433 000
Taxes à la consommation	2 565 348	2 769 310	3 296 135	3 842 967	4 230 554	4 440 644	5 281 024	5 889 795	6 330 922	6 759 000
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale	1 774 353	2 001 137	2 910 605	2 938 226	3 247 335	3 379 897	3 649 277	4 284 010	4 939 075	5 346 000
Impôts divers	216 233	291 167	471 940	664 758	704 868	742 802	764 386	841 858	909 883	928 000
Revenus provenant des ressources naturelles	122 091	144 963	167 363	114 697	112 747	132 786	128 660	120 277	143 758	215 000
Privilèges, licences et permis	615 082	615 559	646 970	748 392	737 252	827 402	808 417	954 439	1 009 586	1 018 000
Ventes de biens et services	252 276	245 811	283 443	348 837	375 833	397 263	396 282	353 559	358 052	352 000
Revenus de placements	1 133 467	1 406 654	1 680 751	1 912 882	2 143 088	2 429 140	2 867 981	3 289 267	3 579 864	3 794 000
Autres revenus de sources propres	247 987	296 852	396 311	489 120	486 073	450 788	403 182	507 086	483 298	583 000
Transferts	**3 713 378**	**3 850 958**	**4 442 418**	**5 189 757**	**6 237 715**	**6 274 233**	**6 266 285**	**5 856 129**	**6 093 631**	**6 337 000**
Transferts de l'administration fédérale	3 662 145	3 769 001	4 318 193	5 091 830	6 151 158	6 171 211	6 168 769	5 780 699	6 093 311	6 337 000
Transferts des entreprises fédérales	51 233	77 733	116 884	97 927	86 397	102 822	97 196	75 230	-	-
Transferts des administrations locales	-	4 234	7 341	-	160	200	240	200	320	-
Total des revenus généraux bruts	**15 893 625**	**17 608 321**	**20 937 391**	**23 136 403**	**25 522 353**	**26 659 968**	**29 251 177**	**31 204 920**	**34 284 457**	**35 765 000**
Total des dépenses générales brutes	**15 924 925**	**18 548 006**	**21 479 517**	**24 528 333**	**26 909 330**	**28 112 695**	**30 317 842**	**31 655 548**	**33 320 112**	**35 377 000**
Surplus (déficit)	**(31 300)**	**(939 685)**	**(542 126)**	**(1 391 930)**	**(1 656 986)**	**(1 242 083)**	**(1 115 885)**	**(450 628)**	**964 345**	**388 000**

Tableau 2.15
Répartition des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1979-80 à 1988-89

Source	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89p
						%				
Revenus de sources propres	**76,6**	**78,1**	**78,8**	**77,6**	**75,6**	**76,6**	**78,5**	**81,2**	**82,2**	**82,3**
Impôts sur le revenu	33,0	34,0	31,7	29,8	28,4	29,0	29,6	29,2	30,4	29,2
Taxes à la consommation	16,2	15,7	15,7	16,6	16,6	16,5	18,1	18,9	18,5	18,9
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale	11,2	11,4	13,9	12,7	12,7	12,6	12,5	13,7	14,4	14,9
Impôts divers	1,4	1,7	2,2	2,9	2,8	2,7	2,6	2,7	2,6	2,6
Revenus provenant des ressources naturelles	0,8	0,8	0,8	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6
Privilèges, licences et permis	3,9	3,5	3,0	3,2	2,9	3,1	2,8	3,1	2,9	2,8
Ventes de biens et services	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,4	1,1	1,1	1,0
Revenus de placement	7,1	8,0	8,0	8,3	8,4	9,0	9,8	10,5	10,4	10,6
Autres revenus de sources propres	1,6	1,7	1,9	2,1	1,9	1,7	1,4	1,6	1,5	1,6
Transferts	**23,4**	**21,8**	**21,2**	**22,4**	**24,4**	**23,3**	**21,5**	**18,8**	**17,8**	**17,7**
Transferts de l'administration fédérale	23,1	21,4	20,6	22,0	24,1	22,9	21,1	18,5	17,8	17,7
Transferts des entreprises fédérales	0,3	0,4	0,6	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	-	-
Transferts des administrations locales	-	--	--	-	--	--	--	--	--	-
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 2.16
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1979-80 à 1988-89

Fonction	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89p
					'000 $					
Services généraux	932 480	1 117 356	1 197 073	1 345 031	1 474 757	1 369 937	1 602 535	1 566 890	1 648 746	2 010 000
Protection de la personne et de la propriété	486 384	521 339	620 904	600 402	619 027	703 969	834 195[1]	753 649	798 659	882 000
Transports et communications	1 035 885	1 067 668	1 152 488	1 676 624[1]	1 369 523	1 419 407	1 415 443	1 295 585	1 426 820	1 348 000
Santé	3 573 787	3 989 799	4 547 277	4 978 830	5 423 978[2]	5 906 726	6 299 949	6 760 253	7 295 287	7 829 000
Services sociaux	3 017 573	3 547 512	4 184 850	5 407 382	6 140 383[2]	6 848 819	7 354 349	7 880 536	8 408 735	8 669 000
Éducation	3 981 352	5 024 442	5 814 387	5 994 032	6 573 897[2]	6 259 899	6 776 974	7 180 344	7 579 629	7 923 000
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	674 446	714 613	837 820	878 045	1 075 161	1 162 575	1 292 017	1 258 276	1 231 779	1 492 000
Environnement	82 729	124 511	147 324	167 714	176 413	188 303	205 187	210 779	230 935	266 000
Loisirs et culture	214 550	255 509	264 851	317 306	315 162	347 171	379 715	328 367	360 791	383 000
Travail, emploi et immigration	81 269	115 810	132 073	106 365	293 285	270 870	240 981	251 072	272 375	370 000
Logement	227 633	257 977	214 498	294 130	303 527	289 824	317 544	260 283	387 223	340 000
Planification et aménagement des régions	184 373	140 730	163 252	138 276	170 411	138 179	122 732	112 602	93 039	114 000
Établissements de recherche	-	-	-	-	-	-	62 202	68 008	53 880	55 000
Transferts à des fins générales aux administrations locales	336 769	187 382	211 213	263 546	270 407	285 564	303 279	316 203	318 405	318 000
Transferts aux entreprises propres	99 689	117 555	117 306	125 218	259 644	285 008	216 141	284 542	165 279	192 000
Service de la dette	976 006	1 365 803	1 874 201	2 235 432	2 103 764[2]	2 635 802	2 893 799	3 128 159	3 048 530	3 186 000
Total des dépenses générales brutes	**15 904 925**	**18 548 806**	**21 479 517**	**24 528 333**	**26 568 339**	**28 112 653**	**30 317 042**	**31 655 548**	**33 320 112**	**35 377 000**
Total des revenus généraux bruts	**15 873 625**	**17 608 321**	**20 937 391**	**23 136 485**	**25 532 353**	**26 869 968**	**29 201 177**	**31 204 920**	**34 284 457**	**35 765 000**
Surplus (Déficit)	**(31 300)**	**(939 685)**	**(542 126)**	**(1 391 930)**	**(1 036 986)**	**(1 242 085)**	**(1 115 865)**	**(450 628)**	**964 345**	**388 000**

1. Cette hausse est attribuable à l'intégration de l'Office des autoroutes.
2. Les transferts aux établissements de santé et de services sociaux, aux cégeps et à l'Université du Québec, pour le service de la dette, sont inclus aux fonctions concernées à partir de 1983-84.

Tableau 2.17
Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1979-80 à 1988-89

Fonction	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89p
					%					
Services généraux	5,9	6,0	5,6	5,5	5,6	4,9	5,3	4,9	4,9	5,7
Protection de la personne et de la propriété	3,1	2,8	2,9	2,4	2,3	2,5	2,8	2,4	2,4	2,5
Transports et communications	6,5	5,8	5,4	6,8	5,2	5,0	4,7	4,1	4,3	3,8
Santé	22,5	21,5	21,2	20,3	20,4	21,0	20,8	21,4	21,9	22,1
Services sociaux	19,0	19,1	19,5	22,0	23,1	24,3	24,3	24,9	25,2	24,5
Éducation	25,0	27,1	27,1	24,4	24,7	22,4	22,4	22,7	22,7	22,4
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	4,2	3,9	3,9	3,6	4,0	4,1	4,3	4,0	3,7	4,2
Environnement	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8
Loisirs et culture	1,3	1,4	1,2	1,3	1,2	1,2	1,3	1,0	1,1	1,1
Travail, emploi et immigration	0,5	0,6	0,6	0,4	1,1	1,0	0,8	0,8	0,8	1,0
Logement	1,4	1,4	1,0	1,2	1,1	1,0	1,0	0,8	1,2	0,6
Planification et aménagement des régions	1,2	0,8	0,8	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3
Établissements de recherche	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2	0,2	0,2
Transferts à des fins générales aux administrations locales	2,1	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9
Transferts aux entreprises propres	0,6	0,6	0,5	0,5	1,0	1,0	0,7	0,9	0,5	0,5
Service de la dette	6,1	7,4	8,7	9,1	7,9	9,4	9,5	9,9	9,1	9,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 2.18
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1979-80 à 1987-88

Catégorie	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
					'000 $				
Biens et services	7 171 049	8 019 706	8 855 530	11 130 886	5 643 108[1]	6 140 807	6 917 135	6 701 848	7 208 720
Transferts	8 616 135	10 445 614	12 584 396	13 335 248	20 857 709	21 812 476	23 397 786	24 953 667	26 111 382
Particuliers	5 192 417	6 149 833	7 466 670	7 660 646	8 536 066	9 705 666	10 823 602	11 730 180	11 538 490
Entreprises	293 395	429 761	461 504	812 718	934 057	982 131	1 032 171	1 127 643	840 227
Autres échelons de l'administration publique	3 130 323	3 866 020	4 656 812	4 830 684	11 367 586	11 056 679	11 442 023	12 095 844	13 692 675
Autres dépenses	117 341	82 686	99 601	64 189	88 522	133 770	2 111	-	-
Total des dépenses générales brutes	15 904 525	18 548 006	21 479 517	24 528 333	26 569 339	28 112 053	30 317 042	31 655 548	33 320 112
Total des revenus généraux bruts	15 873 625	17 608 321	20 937 391	23 136 405	25 582 303	26 869 968	29 298 177	31 204 989	34 284 457
Surplus (Déficit)	(31 900)	(939 685)	(542 126)	(1 391 928)	(1 086 966)	(1 242 083)	(1 118 863)	(450 428)	964 345

Tableau 2.19
Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1979-80 à 1987-88

Catégorie	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
					%				
Biens et services	45,1	43,2	41,2	45,4	21,2[1]	21,9	23,0	21,2	21,6
Transferts	54,1	56,3	58,5	54,3	78,4	77,6	77,1	78,8	78,4
Particuliers	32,6	33,2	34,8	31,1	32,1	34,5	36,0	37,0	34,6
Entreprises	1,8	2,3	2,1	3,3	3,5	3,5	3,4	3,6	2,5
Autres échelons de l'administration publique	19,7	20,8	21,6	19,8	42,8[1]	39,3	37,7	38,2	41,2
Autres dépenses	0,7	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	—	-	-
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Les transferts aux établissements de santé et de services sociaux, aux cégeps et aux universités sont inclus aux transferts aux autres échelons de l'administration publique à partir de 1983-84.

Les revenus et les dépenses sont présentés selon le système de gestion financière qui décrit, d'une façon détaillée, les différentes sources de revenus et les différentes fonctions de dépenses.

LE SYSTÈME STATISTIQUE DE GESTION FINANCIÈRE

Le système statistique de gestion des finances publiques, appelé "système de gestion financière"[1], est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada.

Les revenus et dépenses générales brutes portent sur les opérations d'un exercice financier et comprennent les revenus et dépenses courants et de nature "capital" de l'univers statistique du gouvernement du Québec.

Les données brutes proviennent des Comptes publics de la province de Québec et des rapports annuels des divers fonds spéciaux. L'information contenue dans ces deux sources de données est codifiée et compilée selon le système statistique de gestion financière.

Revenus

Les revenus sont regroupés selon qu'ils proviennent de sources propres au gouvernement du Québec ou qu'ils résultent de transferts d'autres administrations publiques.

Les revenus de sources propres comprennent les six grandes sources de revenus suivantes:

Impôts

Cette source se subdivise en quatre soit: les impôts sur le revenu, les taxes à la consommation, les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale et les impôts divers.

Ressources naturelles

Ces revenus proviennent de l'exploration, de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources naturelles. Par contre, les revenus provenant de la Loi de l'impôt sur le revenu en sont exclus.

Privilèges, licences et permis

Ces trois groupes de revenus proviennent du fait que l'administration publique impose comme préalable à l'accomplissement de certaines activités ou à l'exercice de certaines fonctions, des droits fixes.

---

1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques (68-507F), mars 1984.

Ventes de biens et services

Comme les administrations publiques doivent fournir certains biens et services, celles-ci effectuent des transactions commerciales avec des organismes ou des particuliers du secteur privé et d'autres administrations publiques. Les transactions portant sur les ressources naturelles sont exclues de cette source de revenu pour être portées à la source "Ressources naturelles".

Revenus de placement

Cette source comprend les revenus d'intérêts et de dividendes et les bénéfices remis. Pour cette source, une distinction est faite entre les entreprises publiques propres et les autres revenus de placement.

Autres revenus de sources propres

Nous retrouvons sous cette source, les contributions aux régimes de retraite de la fonction publique, les amendes et pénalités et les revenus ne pouvant être classés dans les sources précédentes.

Les revenus de transfert en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises se subdivisent en deux grandes catégories, soit les transferts à des fins générales et les transferts à des fins particulières.

Transferts à des fins générales

Ces transferts sont alloués, selon certains arrangements précis, entre les gouvernements provinciaux et fédéral sans auxquels aucune fonction n'est attribuée.

Transferts à des fins particulières

Cette source regroupe les transferts qui sont affectés pour une fonction précise de la part du cédant.

Dépenses

Les dépenses sont regroupées selon le type de services offerts par le gouvernement et selon différents programmes homogènes. Pour chaque type de dépenses, on retrouve les dépenses de rémunération des employés, les autres dépenses de biens et services incluant les dépenses en capital et les transferts faits aux différents agents économiques.

Les services offerts se subdivisent en 12 fonctions bien distinctes. Chacune des fonctions comprend différentes sous-fonctions et leurs noms donnent une idée assez précise de ce qu'ils représentent.

Les programmes homogènes sont des fonctions de dépenses pour lesquelles aucun service n'est rendu. Ces programmes sont au nombre de trois et une brève explication s'impose.

Transferts à des fins générales aux administrations locales

Ce programme comprend la redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe de vente au détail ainsi que les subventions aux municipalités. À partir de l'exercice

financier 1980-81, le produit de la taxe de vente est remplacé par une compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation.

Transferts aux entreprises propres

Toutes sommes versées pour le fonctionnement ou pour combler le déficit d'une entreprise publique provinciale sont incluses dans ce programme.

Service de la dette

On retrouve sous ce programme, tout montant versé pour la dette sauf les remboursements de la dette en cours (remboursement de capital).

CLASSIFICATION DES DÉPENSES SELON LA CATÉGORIE

Quinze catégories sont utilisées pour classer les dépenses. Celles-ci sont cependant regroupées en six pour le tableau croisé.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents et occasionnels ainsi qu'aux étudiants, aux saisonniers et aux surnuméraires du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sureté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Autres dépenses de fonctionnement

Cette catégorie regroupe toutes les autres dépenses de fonctionnement tels les services de transport et de communication, les services professionnels et administratifs, les dépenses d'entretien et de réparations, de loyers, de fournitures et d'approvisionnements, de matériels et d'équipements.

Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du gouvernement.

Transferts aux ministères

Cette catégorie comprend toutes les sommes d'argent versées aux ministères par les fonds spéciaux. Cette catégorie est égale à 0 après la consolidation.

Transferts aux institutions publiques

Cette catégorie regroupe les montants versés aux commissions scolaires, aux cégeps, aux universités, aux centres hospitaliers et centres d'accueil publics, aux centres locaux de services communautaires (CLSC), aux conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS) et aux centres de services sociaux.

Transferts aux administrations locales

Cette catégorie regroupe les montants versés aux municipalités, aux offices municipaux d'habitation, aux régies intermunicipales, aux

communautés urbaines et régionales et aux municipalités régionales de comté.

Transferts aux entreprises publiques fédérales

Cette catégorie concerne les transferts effectués aux entreprises publiques fédérales.

Transferts aux entreprises publiques locales

Cette catégorie comprend les transferts aux fonds d'électricité et aux entreprises publiques de transport en commun.

Transferts aux entreprises publiques provinciales

Cette catégorie regroupe les transferts aux entreprises publiques provinciales.

Transferts aux fonds spéciaux

Cette catégorie présente les transferts et les dépenses effectués vers les fonds spéciaux. Cette catégorie est égale à 0 après la consolidation.

RREGOP

Cette catégorie concerne les pensions versées pour le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Régime de retraite (autres)

Cette catégorie concerne les pensions versées pour le régime de retraite des enseignants, des fonctionnaires, des membres de la Sûreté du Québec, des membres de la Législature et pour le régime de retraite des juges et coroners.

Transferts aux entreprises privées

Cette catégorie concerne les transferts versés aux entreprises du secteur privé.

Transferts autres

Cette catégorie regroupe les transferts versés à d'autres entités tels les particuliers, les institutions privées d'éducation, les centres hospitaliers et d'accueil privés et les institutions à but non lucratif.

Dépenses en capital

Cette catégorie comprend l'achat et la modification de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

CLASSIFICATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'un des principaux objectifs du système statistique de gestion financière étant de permettre la comparaison entre les données des différentes

administrations publiques, certains ajustements sont faits sur les principes de base du bilan. Les principaux ajustements sont les suivants:

- aucune distinction n'est faite entre les dépenses d'immobilisation et les dépenses de fonctionnement, ce qui implique que les immobilisations sont amorties au cours de l'année;
- toutes les transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec sont annulées à la colonne éliminations;
- la dette assumée est considérée comme une dette pour l'administration qui effectue les remboursements.

La classification des principaux éléments de l'actif comprend les catégories suivantes:

Encaisse et dépôts

Regroupe l'encaisse disponible ainsi que les dépôts.

Effets à recevoir

Cette catégorie comprend les sommes exigibles de même que les sommes accumulées.

Avances

Tous les prêts et avances sont regroupés selon la présentation qui en est faite par le gouvernement du Québec. Cependant, lorsqu'il devient évident qu'une administration publique émet des valeurs mobilières à la suite de fonds reçus, ces valeurs ne sont plus considérées comme prêts ou avances mais comme placements.

Titres

Cette catégorie regroupe les montants investis dans les valeurs mobilières, lesquelles se répartissent sous la rubrique "obligations" (destinées ou non au marché), sous la rubrique "actions" qui regroupe le capital-actions des organismes dont le gouvernement est majoritaire (plus de 50%) et sous la rubrique "hypothèques".

Autres éléments de l'actif

Tous les éléments de l'actif qui ne font pas partie des catégories susmentionnées sont regroupées dans cette dernière.

La classification des principaux éléments du passif trouve sa contrepartie dans les définitions données pour l'actif.

CLASSIFICATION DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

L'état de la provenance et de l'utilisation des fonds permet de voir en dehors de l'état des revenus et des dépenses, la provenance des fonds et l'utilisation qui en est faite. La procédure employée dans le secteur public ne diffère pas tellement de celle employée dans le secteur privé car tous les deux indiquent les fonds perçus d'une diminution de l'actif ou d'une augmentation du passif, de même que les fonds utilisés pour une augmentation de l'actif ou une diminution du passif.

D'autre part, les revenus et les dépenses de capital de l'administration publique étant compris dans les revenus et dépenses générales brute, on ne retrouve pas de postes spécifiques dans leurs cas.

LES SÉRIES CHRONOLOGIQUES

Les séries chronologiques sont présentées à titre d'indication seulement. La méthode de production permet de réviser les données des années antérieures à partir de 1985-86 lorsqu'il y a des changements importants, tels des changements de structure d'univers, de méthodologie ou tout autre changement d'importance. Des ruptures peuvent donc se produire dans la suite historique de ces séries affectant la composition des données. Cependant, les révisions dans les données de base ne sont pas prises en compte. Les chiffres globaux sont cependant comparables.

Cependant, les données relatives au RREGOP ont pu être révisées à partir du début pour être conformes à la définition utilisée depuis 1983-84.

DIFFÉRENCES CONCEPTUELLES ENTRE LES DONNÉES DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET CELLES DE STATISTIQUE CANADA

La différence majeure entre les données de ces deux organismes concerne le traitement accordé aux régimes de retraite. Ainsi, Statistique Canada considère que les régimes de retraite du gouvernement du Québec sont gérés en fiducie. Par conséquent, Statistique Canada intègre aux dépenses du gouvernement du Québec ses contributions comme employeur aux régimes et à son bilan les surplus et déficits actuariels des régimes. Pour sa part, le Bureau de la statistique du Québec considère le RREGOP comme un régime partiellement fiduciaire et les autres régimes de retraite comme des régimes non fiduciaires. Ainsi, pour le RREGOP, il n'intègre que la partie des revenus versés au fonds consolidé du revenu et la portion des prestations à la charge du gouvernement. Pour les autres régimes de retraite, le Bureau de la statistique du Québec intègre aux revenus du gouvernement du Québec les cotisations des participants et à ses dépenses les prestations versées aux cotisants.

Par ailleurs, les contributions du gouvernement comme employeur à la CSST sont traitées différemment. Le Bureau de la statistique du Québec élimine ce montant des revenus de la CSST et des dépenses des ministères, pour éliminer les transactions entre composantes du gouvernement. De son côté, Statistique Canada n'élimine pas ce montant.

Enfin, les revenus de transferts liés aux accords fiscaux sont classés par le Bureau de la statistique du Québec aux différentes fonctions auxquelles ils se rapportent à l'intérieur des transferts à des fins particulières en provenance du gouvernement fédéral. Pour sa part, Statistique Canada les classe au poste autres de ces transferts.

Ces différences constituent les écarts de concept entre les deux organismes statistiques. D'autres écarts peuvent demeurer entre les données des deux organismes. Ceci découle habituellement d'une interprétation différente lors de la codification des données.

L'univers statistique utilisé est défini dans la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec[1], dont l'organigramme présenté à l'avant-propos résume les grandes lignes. Notre publication porte sur la section "gouvernement du Québec" qui regroupe les ministères et les fonds spéciaux.

LES MINISTÈRES

Les ministères constituent la principale forme organisationnelle de l'administration publique et leur direction est assurée directement par les élus (ministres). Avec les fonds spéciaux, sauf exception, ils représentent l'ensemble des pouvoirs exercés directement par le gouvernement du Québec.

Nous incluons dans cette catégorie les caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés, dont les réserves sont gérées par le gouvernement du Québec. Ceci englobe les régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Législature, des juges et coroners et des membres de la Sûreté du Québec.

En ce qui concerne le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics[2] (RREGOP), il s'agit d'une fiducie partielle et, de la sorte, nous lui accordons un traitement particulier. Lorsqu'il s'agit de caisses de retraite gérées par le gouvernement du Québec, les cotisations des employés et les contributions des employeurs, sauf le gouvernement du Québec, figurent aux revenus alors que les pensions vont aux dépenses. Pour ce qui est du RREGOP, seules les contributions de certains organismes (contributions versées au fonds consolidé du revenu en vertu de l'article 129 de la Loi) vont aux revenus et seule la partie des pensions à la charge du gouvernement du Québec va aux dépenses. En effet, les cotisations des employés et les contributions de certains organismes (contributions versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec en vertu de l'article 127 de la Loi) sont capitalisées dans un fonds séparé qui est administré en fiducie par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Ces cotisations et contributions ne figurent pas aux revenus. Il en est de même pour la partie des pensions à la charge des participants dont les fonds sont placés à la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui ne figure pas aux dépenses.

De façon à bien identifier les différents ministères, la liste des ministères de 1987-88 est présentée ci-dessous.

Affaires culturelles
Affaires municipales
Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Approvisionnements et Services
Assemblée nationale

1. Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques financières, Univers du secteur public au Québec 1987, 2e trimestre 1988.
2. Institué en 1973 en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).

Commerce extérieur et Développement technologique
Communautés culturelles et Immigration
Communications
Conseil exécutif
Conseil du trésor

Éducation
Énergie et Ressources
Enseignement supérieur et Science
Environnement
Finances

Industrie et Commerce
Justice
Loisir, Chasse et Pêche
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Office de planification et de développement du Québec

Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif
Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Relations internationales

Revenu
Santé et Services sociaux
Solliciteur général
Tourisme
Transports

Travail

LES FONDS SPÉCIAUX

Les fonds spéciaux sont des organismes autonomes qui remplissent des fonctions semblables à celles des ministères et ayant, en général, une administration et une comptabilité séparées de celles des ministères. Ils constituent souvent le prolongement spécialisé des ministères.

Nous incluons également dans la catégorie des fonds spéciaux, les fonds administrés par le gouvernement et qui ne produisent pas de rapport financier séparé des comptes publics. La majorité de ces fonds sont des "fonds renouvelables".

Il faut remarquer que selon la classification du FMI[3], les systèmes de sécurité sociale constituent un sous-secteur des administrations publiques. Ce sous-secteur comprend les régimes imposés, contrôlés ou financés par les pouvoirs publics en vue de fournir des prestations à la collectivité ou à des groupes importants de celle-ci. Les systèmes de sécurité sociale peuvent avoir plusieurs fonctions et fournir des avantages couvrant le troisième âge, l'invalidité ou la mort, la maladie et la maternité, les accidents du travail, le chômage, les allocations familiales, les soins médicaux, etc. Ces systèmes donnent lieu à des cotisations obligatoires des employés et/ou employeurs, soit dans l'ensemble de la collectivité ou dans une partie de celle-ci.

En vertu de cette définition, quatre fonds spéciaux du gouvernement du Québec, soit la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Régie des rentes du Québec feraient partie de ce sous-secteur.

---

3. International Monetary Fund, A Manual on Government Finance Statistics, 1986, p. 15.

De façon à mieux situer ce que sont les fonds spéciaux du gouvernement du Québec, nous en présentons la liste ainsi que leurs principales caractéristiques dans le tableau de la page suivante.

À noter que cette liste peut différer de celle de la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec. En effet, la publication intitulée Univers du secteur public au Québec 1987 comprend les fonds spéciaux au 30 juin 1987 alors que la présente publication comprend les fonds spéciaux au 31 mars 1988.

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
1. Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	L.R.Q., c. A-7.1	Promouvoir l'innovation technologique	Aide financière	Public	Non	31 mars
2. Centre de recherche industrielle du Québec	L.R.Q., c. C-8	Contribution au développement économique	Recherche industrielle	Mixte	Non	31 mars
3. Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur	L.R.Q., c. D-9.1	Promouvoir la recherche et le développement des applications pédagogiques de l'ordinateur	Aide au développement	Public	Non	31 mars
4. Centre québécois de valorisation de la biomasse	L.R.Q., c. D-9.1	Promouvoir la recherche et le développement de la biomasse	Aide au développement	Public	Fonctionnaires	31 mars
5. Centre québécois pour l'informatisation de la production	L.R.Q., c. D-9.1	Développement et diffusion des technologies de production assistée par ordinateur	Technologies de production assistée par ordinateur	Public	Non	31 mars
6. Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	L.R.Q., c.A-3.001	Tribunal administratif d'appel	Commission d'appel	Public	Fonctionnaires	31 mars
7. Commission de la qualité de l'environnement Kativik	L.R.Q., c. Q-2	Surveillance et contrôle	Surveillance de la qualité de l'environnement	Public	Fonctionnaires	31 mars
8. Commission de la santé et de la sécurité du travail	L.R.Q., c. S-2.1	Pouvoir réglementaire	Indemnisation des accidents	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
9. Commission des normes du travail	L.R.Q., c. S-1	Surveillance et contrôle	Surveillance des conditions de travail	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
10. Commission des services juridiques	L.R.Q., c. A-14	Assistance publique	Aide juridique	Public	Non	31 mars
11. Corporation d'hébergement du Québec	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Gestion des immeubles des services sociaux	Centres de logement et d'hébergement	Public	Fonctionnaires	31 mars
12. Curateur public	L.R.Q., c. C-80	Administration et surveillance	Administration des biens de malades mentaux	Privé	Fonctionnaires	31 décembre
13. Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat	L.R.Q., c. C-61.1	Conservation et mise en valeur de la faune et de son habitat	Aide financière	Public	Non	31 mars
14. Fonds d'aide aux recours collectifs	L.R.Q., c. R-2.1	Soutien financier	Aide financière	Public	Non	31 mars
15. Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	L.R.Q., c. A-29.1	Administration des assurances	Assurance des prêts agricoles et forestiers	Mixte	Fonctionnaires	31 mars

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

	Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
16.	Fonds de la recherche en santé du Québec	L.R.Q., c. D-9.1	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mars
17.	Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	L.R.Q., c. c. D-9.1	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mai
18.	Institut de recherche en santé et sécurité du travail	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Coordination et exécution d'activités de recherche	Recherche	Mixte	Non	31 décembre
19.	Institut de recherche et d'information sur la rémunération	L.R.Q., c. R-8.2	Information concernant la rémunération des salariés des secteurs publics et privés	Recherche et aide financière à la recherche	Oui	Non	31 mars
20.	Institut national de productivité	L.R.Q., c. I-13.1	Information à la population et recherche sur la productivité	Recherche	Public	Non	31 mars
21.	Institut québécois de recherche sur la culture	L.R.Q., c. I-13.2	Aide au développement culturel	Recherche et aide financière à la recherche	Public	Non	31 mars
22.	Institut québécois du cinéma	L.R.Q., c. C-18.1	Conseil au ministre et surveillance sur la politique du cinéma	Recherche	Public	Non	31 mars
23.	La Maison de la Musique de Montréal	Loi sur les cies du Québec, Partie III et lettres patentes du 83/12/22	Superviser la construction d'une salle de concert à Montréal	Salle de concert à Montréal	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
24.	Musée d'Art contemporain de Montréal	L.R.Q., c. M-44	Promotion et conservation de l'art contemporain québécois	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
25.	Musée de la Civilisation	L.R.Q., c. M-44	Mise en valeur et conservation de collections	Acquisition et mise en valeur de collections	Mixte	Non	31 mars
26.	Musée des beaux-arts de Montréal	L.R.Q., c. M-42	Encouragement aux arts plastiques	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
27.	Musée du Québec	L.R.Q., c. M-44	Promotion et conservation de l'art québécois	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
28.	Office de la construction du Québec	L.R.Q., c. R-20	Administration de la convention collective ou décret de l'industrie de la construction	Administration	Mixte	Non	31 décembre

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

	Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
29.	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	L.R.Q., c. S-3.2	Administration du programme de sécurité du revenu	Sécurité du revenu	Public	Fonctionnaires	30 juin
30.	Office du crédit agricole du Québec	Fonds agricoles: L.R.Q., c. C-75 Fonds forestiers: L.R.Q., c. C-78	Aide à l'agriculture	Prêts aux agriculteurs et propriétaires forestiers	Public	Fonctionnaires	31 mars
31.	Office franco-québécois pour la jeunesse	L.R.Q., c. O-5	Aide au développement des relations entre la jeunesse	Rencontres et échanges dans le domaine de l'éducation, des loisirs et des sports	Mixte	Non	31 décembre
32.	Régie de l'assurance automobile du Québec	L.R.Q., c. R-4	Pouvoir réglementaire	Indemnisation universelle	Privé	Fonctionnaires	31 décembre
33.	Régie de l'assurance-dépôts du Québec	L.R.Q., c. A-26	Émission de permis	Garantie des dépôts	Public	Fonctionnaires	31 décembre
34.	Régie de l'assurance-maladie du Québec	L.R.Q., c. R-5	Gestion de l'assurance-maladie	Assurance-maladie universelle	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
35.	Régie des assurances agricoles du Québec	L.R.Q., c. A-30	Administration de l'assurance-récolte	Assurances agricoles	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
36.	Régie des marchés agricoles du Québec	L.R.Q., c. M-35	Surveillance et coordination	Mise en marché	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
37.	Régie des rentes du Québec	L.R.Q., c. R-9	Administration du régime des rentes	Protection du revenu	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
38.	Société d'aménagement de l'Outaouais	L.R.Q., c. S-37.1	Stimulation du développement	Développement économique et touristique	Public	Non	31 mars
39.	Société de développement de l'industrie des courses de chevaux du Québec inc. (SODIC)	Loi des compagnies Partie 1A	Aide au développement de l'industrie des courses de chevaux	Aide financière	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
40.	Société de développement des coopératives	L.R.Q., c. S-10.001	Développement des coopératives	Financement et aide technique	Public	Non	31 mars
41.	Société de développement des industries de la culture et des communications	L.R.Q., c. S-10.01	Développement des entreprises culturelles	Aide financière et la diffusion	Public	Non	31 mars
42.	Société de développement industriel du Québec	L.R.Q., c. A-13	Aide au développement industriel	Aide financière	Public	Fonctionnaires	31 mars
43.	Société de la Maison des sciences et des techniques	L.R.Q., c. S-11.02	Promotion de la culture scientifique et technique	Promotion d'activités destinées à faire connaître les sciences et techniques	Mixte	Non	31 mars

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

	Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
44.	Société de la Place des Arts de Montréal	L.R.Q., c. S-12.1	Administration de la Place des Arts	Spectacles	Mixte	Non	3 septembre
45.	Société de radio-télévision du Québec	L.R.Q., c. S-11.1	Développement de la radio-télévision	Radio-télévision éducative	Public	Non	31 août
46.	Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III et lettres patentes du 83/08/18	Promouvoir la distribution des ressources éducatives québécoises	Exécuter des projets éducatifs à l'extérieur du Québec	Public	Non	31 janvier
47.	Société d'habitation du Québec	L.R.Q., c. S-8	Rénovation et construction	Logements à loyer modique	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
48.	Société du Grand-Théâtre de Québec	L.R.Q., c. S-14.01	Administration du Grand-Théâtre de Québec	Spectacles	Mixte	Non	31 août
49.	Société du Palais des congrès de Montréal	L.R.Q., c. S-14.1	Administration du Palais des congrès	Activités de nature à contribuer au développement du Palais des congrès	Mixte	Non	31 mars
50.	Société du Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	L.R.Q., c. S-16	Plan d'aménagement	Parc industriel et commercial	Public	Non	31 mars
51.	Société du Parc industriel du Centre du Québec	L.R.Q., c. S-15	Développement économique	Parc industriel	Public	Fonctionnaires	31 mars
52.	Société générale du cinéma	L.R.Q., c. C-18.1	Promotion et aide au cinéma québécois	Aide financière	Public	Non	31 mars
53.	Société immobilière du Québec	L.R.Q., c. S-17.1	Services au gouvernement	Services immobiliers	Public	Non	31 mars
54.	Société Inter-Port	L.R.Q., c. S-18	Plan de développement	Développement portuaire	Public	Non	31 mars
55.	Société Parc-Auto du Québec Métropolitain	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III et lettres patentes du 71/07/28	Exploitation des parcs de stationnement	Services de stationnement du gouvernement, ville de Québec et SHQ	Mixte	Non	31 mars
56.	Société québécoise d'assainissement des eaux	L.R.Q., c. S-18.21	Contrôle et surveillance des ouvrages d'assainissement des eaux	Assainissement des eaux	Public	Non	31 mars
57.	Société québécoise d'information juridique	L.R.Q., c. S-20	Promotion et développement de l'information juridique	Information juridique	Mixte	Non	31 mars

Fonds[4] spéciaux administrés par le gouvernement du Québec

Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel de Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des universités du Québec
Fonds de la réforme du cadastre québécois

Fonds de relance industrielle
Fonds des services de télécommunications
Fonds des services informatiques
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds renouvelable de la reprographie

Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement
Fonds renouvelable des publications gouvernementales
Fonds renouvelable des services de placement média
Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental

Fonds renouvelable du Service de la cartographie
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques
Fonds renouvelable - Télécommunications
Fonds spéciaux du crédit agricole

---

4. Ces fonds sont différents de ceux énumérés précédemment, en ce qu'ils ne produisent pas de rapport financier séparé des Comptes publics et qu'ils sont administrés par le gouvernement.

Annexe 3 - Statistiques financières du gouvernement du Québec selon les Comptes publics 1987-88

FAITS SAILLANTS

Cette annexe constitue un supplément statistique aux Comptes publics 1987-88 de la province de Québec et correspond à la partie I de nos publications annuelles antérieures à 1983-84. Contrairement aux données de la présente publication où l'information contenue dans les Comptes publics et dans les rapports financiers annuels des fonds spéciaux est traitée pour la rendre conforme au système de gestion des finances publiques, l'information présentée à l'annexe 3 est telle qu'elle apparaît aux Comptes publics. Aucun traitement n'est effectué pour rendre cette information conforme au concept de gouvernement du Québec tel que présenté précédemment. Notons cependant qu'au chapitre 2, cinq tableaux présentent une réconciliation entre les données de base, dont les Comptes publics, et celles présentées selon le système de gestion financière.

Les tableaux de l'annexe 3 réunissent diverses informations contenues dans les Comptes publics de la province de Québec des dix dernières années. Cependant, aucun ajustement n'est effectué, dans la série chronologique, pour rendre les données comparables d'une année à l'autre. Les données présentées sont conformes à celles apparaissant dans les Comptes publics des années concernées.

ÉVOLUTION DES FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE 1978-79 À 1987-88

Finances du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88

Au cours de la période s'étendant de 1978-79 à 1987-88, les revenus bruts du gouvernement du Québec passent de 11 928 343 000 $ à 28 363 981 000 $, ce qui représente une hausse globale de 137,8%. Cette hausse se traduit par un taux de croissance annuel composé de 10,1%.

Durant cette période, les dépenses du gouvernement du Québec passent de 13 402 830 000 $ à 30 738 141 000 $, ce qui représente une hausse globale de 129,3% et un taux de croissance annuel composé de 9,7%.

Dans ce laps de temps, la dette à long terme du gouvernement du Québec s'accroît de 214,1%. Elle passe de 7 979 985 000 $ à 25 064 023 000 $. Le taux de croissance annuel composé est de 13,6%. L'accroissement de la dette à long terme est dû aux déficits budgétaires et aux autres besoins de financement du gouvernement survenus au cours des dix dernières années.

Le gouvernement provincial dans l'économie québécoise

L'analyse des finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques démontre que celui-ci occupe une place relativement stable dans l'économie québécoise. Ainsi, les revenus bruts du gouvernement représentent près de 25,0% du revenu personnel au Québec depuis les cinq dernières années. Par ailleurs, le rapport entre les dépenses du gouvernement et le produit intérieur brut québécois s'établit à 23,6% en 1987-88 comparativement à 23,8% en 1986-87.

On observe également que la part relative des traitements et salaires payés directement par le gouvernement du Québec aux employés de la fonction publique en rapport avec l'ensemble des salaires, traitements et revenus

complémentaires au Québec a tendance à demeurer très stable au cours de la décennie étudiée. Cette proportion est de 4,0% en 1987-88 et elle s'est maintenue entre 4,0 % et 4,4 % depuis 1979-80.

Par ailleurs, la dette à long terme considérée en rapport avec les revenus perçus par le gouvernement provincial au cours de l'année suivante démontre que l'importance relative de la dette à long terme s'accroît au cours des dix dernières années. En effet, alors que ce rapport s'établit à 60,0% en 1978-79, il atteint, en 1987-88, 85,4%.

Les dépenses des principaux ministères

Les dépenses des ministères varient, d'une année à l'autre, en fonction des responsabilités dévolues à chacun, des charges administratives ainsi que de la réalisation des objectifs gouvernementaux. L'importance relative des dépenses des ministères fluctue donc selon les années.

En 1988, le ministère de la Santé et des Services sociaux (anciennement le ministère des Affaires sociales) occupe le premier rang avec des dépenses de 7 151 338 000 $ et une part relative de 23,8%.

Le ministère de l'Éducation se situe au second rang avec des dépenses de 5 050 813 000 $ et une part relative de 16,8%.

Le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu occupe le troisième rang devant le ministère des Finances. Avec des dépenses qui s'élèvent à 3 002 821 000 $ en 1987-88, la part relative du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu est de 10,0% comparativement à des dépenses de 2 861 349 000 $ (dont 2 765 492 000 $ pour le service de la dette) et une part relative de 9,5% pour le ministère des Finances.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et Science vient ensuite avec des dépenses de 2 638 789 000 $ et une part relative de 8,8%.

Les dépenses de capital

Le ministère des Transports effectue la majeure partie des dépenses de capital du gouvernement provincial. En 1987-88, les dépenses de capital de ce ministère s'élèvent à 437 005 000 $ sur un total de 502 084 000 $, ce qui représente 87,0%.

La dette publique

En 1987-88, la dette publique du gouvernement du Québec augmente de 1 212 607 000 $ comparativement à 1 974 456 000 $ l'an dernier. Les emprunts effectués totalisent 3 199 575 000 $ et les remboursements d'emprunts s'établissent à 1 986 937 000 $. Par ailleurs, les contributions au fonds d'amortissement sont de 99 762 000 $ et les variations de taux de change accroissent la dette de 19 731 000 $.

FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 1987-88

Les opérations budgétaires, les opérations non budgétaires et les remboursements d'emprunts sont les trois types d'opération que doit financer le gouvernement.

Pour l'exercice financier 1987-88, les opérations budgétaires accusent un déficit de 2 374 250 000 $ comparativement à 2 819 207 000 $ pour l'exercice financier 1986-87.

Les opérations non budgétaires se soldent par un surplus de 995 112 000 $, soit 73 432 000 $ de moins qu'en 1986-87. Ces opérations se composent principalement des comptes

des régimes de retraite qui apportent un surplus de 1 203 254 000 $ en 1987-88.

Enfin, les remboursements d'emprunts, incluant les contributions au fonds d'amortissement, se chiffrent à 1 866 699 000 $ comparativement à 1 577 575 000 $ pour l'exercice financier 1986-87.

Pour l'exercice financier 1987-88, le déficit total de ces trois opérations s'élève donc à 3 385 837 000 $. De ce montant, il faut retrancher une baisse de 173 212 000 $ de l'encaisse ainsi que 13 030 000 $ représentant l'accroissement de la dette résultant de l'amortissement de la variation de change. Les nouveaux emprunts totalisant 3 199 575 000 $ servent à financer ces besoins.

Enfin, la dette du gouvernement du Québec, au 31 mars 1988, atteint 26 819 023 000 $, soit 4,7% de plus qu'au 31 mars 1987. Les émissions d'obligations en monnaie canadienne s'élèvent à 13 649 248 000 $, celles en monnaie américaine à 3 341 809 000 $, celles en d'autres monnaies à 3 183 222 000 $ et le fonds d'amortissement se chiffre à 403 027 000 $. Le solde des bons du trésor est de 1 755 000 000 $, les autres emprunts obligataires totalisent 3 079 748 000 $ dont 2 731 349 000 $ en obligations d'épargne du Québec, et les autres emprunts atteignent 2 093 023 000 $.

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 3.1
Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88

Exercice financier[1]	Dollars courants			Dollars constants de 1981[2]		
	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme[3]	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme
	'000 $					
1978-79	11 926 343	13 402 850	7 979 985	..	..	..
1979-80	13 306 670	15 123 200	8 987 945	..	..	..
1980-81	14 719 305	17 386 639	11 504 654	..	..	..
1981-82	17 471 574	20 359 807	12 826 169	17 471 574	20 359 807	12 826 169
1982-83	19 210 266	22 259 296	14 850 091	17 943 622	20 328 124	13 561 727
1983-84	21 410 969	24 923 914	16 924 572	18 537 650	21 232 440	14 653 309
1984-85	22 310 027	25 542 489	19 217 568	18 329 925	21 214 692	15 961 436
1985-86	24 080 778	27 222 178	21 986 961	19 187 871	21 680 978	17 527 459
1986-87	25 646 267	28 465 454	24 091 417	19 637 249	21 795 907	18 416 093
1987-88	28 363 891	30 738 141	25 064 023	21 104 086	22 870 641	18 648 827

1. L'exercice financier du gouvernement du Québec s'étend du 1er avril au 31 mars.
2. La conversion des revenus bruts, des dépenses brutes et de la dette à long terme du gouvernement du Québec en dollars constants de 1981 se fait à partir de l'indice de prix à pondération fixe de la dépense nationale brute. Cet indice provient de la publication Comptes nationaux des revenus et des dépenses, système de comptabilité nationale (13-001) de Statistique Canada, tableau 22 (demande intérieure finale).
3. La dette à long terme du gouvernement du Québec comprend les obligations (moins le fonds d'amortissement) et les autres emprunts à long terme (moins le fonds d'amortissement) à la fin de l'exercice financier. Les bons du trésor sont exclus de la dette à long terme, car ils ont une durée inférieure à un an; ils font cependant partie de la dette publique.

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1987-88.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1986-87.

Tableau 3.2
Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, 1978-79 à 1987-88

Description	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
Revenus bruts du gouvernement du Québec ('000 000 $)	11 926	13 307	14 719	17 472	19 210	21 411	22 310	24 081	25 666	28 364
Revenu personnel au Québec[1] ('000 000 $)	49 851	55 625	63 473r	73 006r	79 998r	83 950r	91 539r	99 374r	105 545r	113 325
Revenus bruts du gouvernement du Québec en pourcentage du revenu personnel (%)	22,7	23,8	23,2r	23,9	24,0	25,5r	24,4r	24,2r	24,3r	25,0
Dépenses brutes du gouvernement du Québec ('000 000 $)	13 405	15 123	17 987	20 360	22 209	24 524	25 542	27 222	28 465	30 798
P.I.B. du Québec[1] (au prix du marché) ('000 000 $)	58 122r	64 959r	72 220	81 513r	86 228r	92 274r	100 962r	108 076r	118 438r	130 431
Dépenses brutes du gouvernement du Québec en pourcentage du P.I.B. (%)	23,0	23,3	24,4	25,0	25,8r	26,6r	25,3r	25,0r	23,8r	23,6
Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec ('000 000 $)	1 328	1 501	1 686	2 050	2 187	2 287	2 403	2 495	2 334	2 876
Rémunération des salariés au Québec ('000 000 $)	34 333	38 565	43 661	48 430	51 790r	53 7[illegible]r	58 050r	62 318r	66 246r	71 269
Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec en pourcentage des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec[1] (%)	3,8	4,1	4,1	4,1	4,2	4,2	4,1r	4,0	3,8r	4,0
Dette à long terme du gouvernement du Québec ('000 000 $)	7 900	8 988	11 505	12 626	14 850	16 925	19 218	21 997	24 051	25 066
Dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec[2] (%)	60,0	61,1	65,8	66,8	69,4	73,9	79,8	85,8	84,0r	85,4

1. Les données relatives au produit intérieur brut du Québec, au revenu personnel et aux salaires, traitements et revenus complémentaires portent sur l'année civile.
2. Le calcul de la dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec repose sur le montant de la dette à long terme à la fin d'un exercice financier et sur les revenus bruts de l'exercice financier suivant. Par exemple, la dette à long terme au 31 mars 1987 est comparée avec les revenus bruts de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988. Par ailleurs, la dette à long terme au 31 mars 1988 est comparée avec la prévision des revenus budgétaires de 1988-89, indiquée dans le discours du budget 1988-89 (29 334 000 000 $).

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1987-88.
Discours sur le budget: budget 1988-89.
Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et dépenses, Édition 1988.
Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1986-87.

Tableau 3.3
Dépenses brutes du gouvernement du Québec par ministère, 1978-79 à 1987-88

Description	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
	'000 $									
Affaires culturelles	68 977	74 100	90 562	108 220	120 788	133 169	161 850	180 676	194 892	216 049
Affaires municipales	268 296	321 398	[illegible]	410 734	421 [illegible]	431 [illegible]	505 718	590 [illegible]	732 568	589 605
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	242 [illegible]	278 [illegible]	347 037	375 932	422 022	407 976	461 419	[illegible]	505 955	548 343
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	30 697	60 613
Assemblée nationale	31 219	33 936	36 530	41 [illegible]	45 781	61 090	56 915	62 062	56 207	56 142
CARRA	-	-	-	-	608 366	659 030	-	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	-	4 783	13 [illegible]	18 196	23 136	23 343	44 277
Communautés culturelles et Immigration	13 620	18 430	26 [illegible]	21 270	30 027	42 507	43 582	49 983	28 538	33 185
Communications	95 701	113 394	132 486	139 471	194 720	171 [illegible]	207 043	227 974	225 828	181 896
Conseil du trésor	3 997	5 646	5 882	7 290	9 279	8 172	12 765	16 052	17 182	16 949
Conseil exécutif	88 069	96 338	134 582	236 630	139 210	146 317	178 279	34 611	33 778	33 579
Éducation	3 744 822	3 999 768	5 047 952	5 914 117	6 108 952	[illegible]	4 293 063	4 730 472	4 711 088	5 050 813
Énergie et Ressources	179 632	190 100	192 064	234 [illegible]	249 345	282 176	349 981	360 339	358 260	394 052
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	-	9 886	27 370	2 300 802	2 518 458	2 636 789
Environnement	27 136	41 366	40 014	89 837	111 379	125 800	141 548	170 016	253 049	293 644
Finances	778 [illegible]	909 280	1 252 643	1 713 602	1 960 [illegible]	2 370 708	2 506 965	2 626 133	2 845 095	2 861 569
Fonction publique	117 839	439 782	527 141	691 362	146 041	160 546	-	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	597	247 139	296 986	344 475	370 232	-	-
Industrie et Commerce	116 080	128 258	158 499	149 856	157 987	285 868	360 168	335 139	314 366	215 176
Institutions financières et Coopératives	18 667	21 637	24 645	17 289	17 787	-	-	-	-	-
Justice	360 506	414 906	476 471	560 705	601 367	627 752	707 026	654 601	363 560	376 129
Loisir, Chasse et Pêche	117 668	140 467	180 861	191 619	206 281	221 643	232 983	235 133	202 223	200 127
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	70 481	107 470	130 562	1 537 550	2 054 670	2 435 435	2 604 164	2 872 668	2 908 836	3 062 821
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	39 092	44 299
Organismes relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	-	46 760	-	-
Organismes relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	-	37 175	-	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	73 394	82 481	94 200
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	-	-	179 877	192 904
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	-	930 756	844 768	920 588	1 575 237
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	62 315	23 615	25 255

Tableau 3.3 (suite)
Dépenses brutes du gouvernement du Québec par ministère, 1978-79 à 1987-88

Description	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
					'000 $					
Régie de l'assurance-maladie du Québec	780 196	932 562	1 083 718	1 173 436	1 162 620	1 356 593	1 456 510	1 608 331	1 745 572	1 889 479
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	2 614	-	-
Relations internationales	36 644	42 312	46 991	44 776	46 514	49 246	56 496	59 583	58 704	67 349
Revenu	566 543	473 705	189 793	200 789	221 534	247 986	231 209	247 852	259 482	283 348
Santé et Services sociaux	4 301 824	4 759 192	5 365 031	4 759 535	5 194 227	5 438 346	5 765 297	5 911 557	6 519 056	7 151 338
Solliciteur général	-	-	-	-	-	-	-	-	485 546	602 344
Tourisme	-	-	-	-	-	-	27 226	75 573	69 244	89 114
Transports	1 137 380	1 261 331	1 307 158	1 360 945	1 488 645	1 585 430	1 630 598	1 676 706	1 596 282	1 689 861
Travail	-	-	-	-	11 304	40 119	42 136	31 525	54 764	82 287
Travaux publics et Approvisionnement	215 381	251 298	261 561	279 209	301 617	298 767	150 571	-	-	-
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	22 041	31 516	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-	-	108 341	90 533
Provisions pour perte sur placements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 173)	(13 165)
Total	**13 402 830**	**15 123 200**	**17 596 659**	**20 358 807**	**22 258 296**	**24 523 514**	**25 542 498**	**27 222 178**	**28 465 454**	**30 738 141**

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1987-88.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1986-87.

Tableau 3.4
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88

Description	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
						%				
Affaires culturelles	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Affaires municipales	2,0	2,1	2,7	2,0	1,9	1,8	2,0	1,4	2,6	1,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1,8	1,8	2,0	1,8	1,9	1,7	1,8	1,9	1,8	1,8
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,2
Assemblée nationale	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
CARRA	-	-	-	-	2,7	2,7	-	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	--	--	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Communautés culturelles et Immigration	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Communications	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,6
Conseil du trésor	--	--	--	--	--	--	0,1	0,1	0,1	0,1
Conseil exécutif	0,7	0,6	0,8	1,5	0,6	0,6	0,7	0,2	0,1	0,1
Éducation	27,9	26,5	28,7	29,1	27,4	26,9	24,6	17,4	16,6	16,4
Énergie et Ressources	1,3	1,3	1,1	1,3	1,1	1,2	1,4	1,3	1,3	1,3
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	-	--	0,1	8,5	8,9	8,6
Environnement	0,2	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,9	1,0
Finances	5,8	6,0	7,1	8,4	8,8	9,7	9,8	10,3	10,0	9,3
Fonction publique	0,9	3,0	3,0	3,4	0,7	0,7	-	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	--	1,1	1,2	1,4	1,4	-	-
Industrie et Commerce	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	1,2	1,4	1,2	1,1	0,7
Institutions financières et Coopératives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	-	-	-
Justice	2,7	2,7	2,7	2,8	2,7	2,6	2,8	3,1	1,3	1,2
Loisir, Chasse et Pêche	0,9	1,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	0,5	0,7	0,8	7,7	9,3	9,9	10,2	10,6	10,2	10,0
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	-	0,2	-	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	0,3
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	-	3,6	3,1	3,2	5,1
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,1	0,1

Tableau 3.4 (suite)
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88

Description	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
					%					
Régie de l'assurance-maladie du Québec	5,8	6,2	6,2	5,8	5,2	5,5	5,7	5,9	6,1	6,1
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	--	-	-
Relations internationales	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Revenu	4,2	3,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Santé et Services sociaux	32,1	31,5	30,5	25,4	23,3	22,2	22,6	21,7	22,9	23,3
Solliciteur général	-	-	-	-	-	-	-	-	1,7	2,0
Tourisme	-	-	-	-	-	-	0,1	0,3	0,2	0,2
Transports	8,5	8,3	7,4	6,7	6,7	6,5	6,4	6,2	5,8	5,5
Travail	-	-	-	-	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3
Travaux publics et Approvisionnement	1,6	1,7	1,5	1,4	1,4	1,2	0,6	-	-	-
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,3
Provision pour perte sur placements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	(--)	(--)
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1987-88.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1985-87.

Tableau 3.5
Dépenses de capital du gouvernement du Québec par ministère, 1978-79 à 1987-88

Description	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
						'000 $				
Affaires culturelles	2 904	3 753	2 771	2 440	3 533	2 891	2 151	1 478	876	1 655
Affaires municipales	168	285	439	75	179	276	481	384	841	1 067
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	4 889	5 378	4 009	3 124	4 373	8 454	8 177	5 606	6 360	4 239
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	413	525
Assemblée nationale	695	392	918	257	264	500	2 508	8 430	3 776	3 928
CARRA	-	-	-	-	17	51	-	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	-	39	87	129	432	253	263
Communautés culturelles et Immigration	134	96	54	97	233	352	324	523	165	194
Communications	759	1 010	962	1 271	2 109	3 049	4 522	5 777	4 414	2 218
Conseil du trésor	17	71	43	81	56	125	216	411	568	316
Conseil exécutif	450	671	1 247	679	625	357	1 944	2 941	607	403
Éducation	377	942	950	1 700	1 037	1 217	2 518	1 442	1 279	1 114
Énergie et Ressources	40 753	33 208	20 443	22 270	26 056	22 514	16 929	17 609	17 230	11 049
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	-	33	114	559	384	558
Environnement	656	685	2 465	1 842	3 728	6 415	9 689	13 785	3 989	2 408
Finances	149	139	66	113	88	500	959	1 202	1 140	1 348
Fonction publique	50	190	96	84	71	101	-	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	16	287	388	461	992	-	-
Industrie et Commerce	3 563	4 389	2 338	793	625	872	799	548	824	905
Institutions financières et Coopératives	77	139	72	35	30	-	-	-	-	-
Justice	6 698	7 410	5 852	7 835	7 586	6 617	10 989	13 032	2 793	4 482
Loisir, Chasse et Pêche	17 862	21 864	18 663	14 150	24 696	34 258	21 894	15 887	10 516	10 363
Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu	151	202	154	217	1 978	1 644	1 307	1 375	1 671	3 325
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	98	93
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Vairie des régions	-	-	-	-	-	-	-	140	-	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	-	139	-	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	54	89	59
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	-	-	160	398
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	-	598	414	334	226
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	711	622	594

Tableau 3.5 (suite)
Dépenses de capital du gouvernement du Québec par ministère, 1978-79 à 1987-88

Description	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
					'000 $					
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations internationales	117	180	110	153	196	574	676	388	272	332
Revenu	265	420	474	843	741	904	3 636	2 177	2 116	2 331
Santé et Services sociaux	398	554	828	683	194	592	737	684	725	779
Solliciteur général	-	-	-	-	-	-	-	-	7 153	9 405
Tourisme	-	-	-	-	-	-	980	944	486	268
Transports	451 883	467 575	446 880	450 316	390 087	402 683	476 653	464 959	397 588	437 005
Travail	-	-	-	-	34	141	218	382	340	233
Travaux publics et Approvisionnement	52 860	57 234	51 708	60 384	66 704	43 397	6 245	-	-	-
Total	**585 875**	**606 787**	**561 542**	**569 458**	**535 586**	**539 009**	**575 854**	**563 385**	**468 082**	**502 084**

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1987-88.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1986-87.

Tableau 3.6
Opérations de la dette du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88

	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
	'000 $									
Emprunts effectués[1]	**1 575 494**	**1 648 922**	**3 352 864**	**2 951 612**	**2 788 897**[2]	**2 796 988**	**3 281 015**	**2 982 557**	**4 386 050**	**3 199 575**
Bons du trésor[3]	-	135 000	255 000	620 000	315 000	160 000	-	230 000	-	200 000
Obligations	1 163 009	1 154 337	1 775 600	1 839 841	1 671 980	1 830 429	1 906 683	2 047 661	3 091 942	2 053 804
Obligations d'épargne du Québec	167 843	114 135	971 021	231 074	680 564	729 907	1 233 941	657 493	575 382	545 862
Régime de pensions du Canada	7 324	7 054	6 453	6 316	5 321	5 332	5 400	5 782	6 907	5 158
Autres	235 571	238 386	344 790	254 401	116 032	71 320	134 991	51 611	721 819	394 751
Dettes assumées	1 747	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursements d'emprunts	**(318 944)**	**(462 954)**	**(526 707)**	**(957 006)**	**(382 414)**	**(511 778)**	**(994 410)**	**(1 207 738)**	**(2 486 648)**	**(1 906 957)**
Bons du trésor	-	-	-	-	-	-	(80 000)	-	(80 000)	-
Obligations	(153 544)	(234 495)	(165 753)	(413 912)	(222 038)	(218 412)	(399 647)	(601 055)	(583 979)	(1 276 225)
Obligations d'épargne du Québec	(145 281)	(207 977)	(273 232)	(536 922)	(163 418)	(288 001)	(501 979)	(594 870)	(499 239)	(620 211)
Régime de pensions du Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	(368)	(1 876)
Autres	(15 312)	(16 964)	(83 406)	(2 042)	(3 448)	(2 363)	(9 622)	(9 816)	(1 320 457)	(4 427)
Dettes assumées	(4 807)	(3 518)	(4 316)	(4 130)	(3 510)	(3 002)	(3 162)	(1 997)	(2 605)	(4 198)
Variation du taux de change[4]	-	-	-	-	-	-	-	-	**155 981**	**19 731**
Contributions au fonds d'amortissement	**(41 206)**	**(43 088)**	**(54 448)**	**(53 091)**	**(57 561)**	**(50 729)**	**(73 609)**	**(82 083)**	**(90 927)**	**(99 762)**
Augmentation de la dette publique	**1 215 344**	**1 142 960**	**2 771 709**	**1 941 515**	**2 338 922**	**2 234 481**	**2 212 996**	**1 702 736**[5]	**1 974 456**	**1 212 607**

1. À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des emprunts en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante des emprunts.
2. Incluant un billet de 50 583 068 $ émis à l'Office des autoroutes du Québec, réduit à 27 082 408 $, après déduction d'un fonds d'amortissement de 23 500 660 $, relativement à l'intégration des opérations de l'Office à celles du gouvernement.
3. Les bons du trésor sont traités au net à partir de 1979-80. Durant l'exercice financier 1987-88, 5 905 000 000 $ ont été émis alors que 5 705 000 000 $ ont été remboursés. L'augmentation du solde est donc de 2 000 000 000 $.
4. Correspond à l'accroissement des emprunts résultant de la variation amortie et non amortie de change de l'année financières sur les emprunts en monnaie étrangère.
5. Excluant un montant de 1 306 657 000 $ porté à la dette nette suite à l'inscription en équivalent canadien au 31 mars 1987 des obligations et autres emprunts moins fonds d'amortissement en monnaie étrangère.

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1987-88.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1986-87.

Tableau 3.7
Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, 1978-79 à 1987-88

	Emprunts en dollars canadiens				Dettes assumées	Emprunts en dollars des États-Unis[1]	Emprunts en autres monnaies[1]	Total	Changements annuels	Indice
	Obligations	Obligations d'épargne	Régime de pensions du Canada	Autres emprunts						
				'000 $					%	1978-79=100
1978-79	935 000	167 843	7 324	1 618	1 747	233 953	228 009	1 575 494	51,1	100,0
1979-80	976 800	114 135	7 064	68 489	-	169 897	177 537	1 513 922	(3,9)	96,1
1980-81	1 775 600	971 021	6 453	-	-	344 790	-	3 097 864	104,6	196,6
1981-82	1 175 600	231 074	6 316	-	-	445 737	472 885	2 331 612	24,7	148,0
1982-83	1 100 000	680 564	5 321	33 404	-	245 561	381 964	2 446 814	4,9	155,3
1983-84	1 155 000	729 907	5 332	1 191	-	565 272	180 286	2 636 988	7,8	167,4
1984-85	1 162 192	1 233 941	5 400	1 386	-	597 125	280 971	3 281 015	24,4	208,2
1985-86	1 155 000	657 493	5 792	1 611	-	469 627	473 054	2 762 557	(15,8)	175,3
1986-87	1 795 025	575 382	6 907	1 873	-	1 189 947	826 916	4 396 050	59,1	279,0
1987-88	1 367 975	545 862	5 158	2 178	-	13 529	1 064 873	2 999 575	(31,7)	190,4

1. À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des emprunts en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante des emprunts.

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1987-88.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1986-87.

Tableau 3.8
Financement du gouvernement du Québec, 1986-87 et 1987-88

	1986-87	1987-88
	(000 $)	
Besoins financiers bruts	(4 328 218)	(3 386 807)
Opérations budgétaires	(2 819 207)	(2 374 250)
Revenus	25 646 247	28 363 891
Dépenses	28 465 454	30 738 141
Opérations non budgétaires	1 060 584	995 112
Placements	(350 288)	(650 549)
Entreprises du gouvernement du Québec	(312 796)	(645 062)
Municipalités et organismes municipaux	351	2 220
Particuliers et autres	(37 824)	(17 508)
Régimes de retraite	1 354 601	2 205 054
Contributions des participants et contributions de certains organismes	241 169	197 865
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1 655 335	2 304 036
Pensions et autres paiements	(541 703)	(581 661)
Contributions du gouvernement inscrites d'avance au titre du service courant	-	(117 176)
Autres comptes	93 505	(539 650)
Comptes de l'actif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)	(305 267)	(185 880)
Espèces et effets en main	(32 123)	(93 637)
Comptes à recevoir	(275 475)	(18 118)
Intérêts courus	331	(4 503)
Frais reportés	-	(76 606)
Comptes du passif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)	398 772	(353 970)
Chèques en circulation	(41 711)	35 142
Avances des fonds en fidéicomis	(2 480)	(1 607)
Comptes d'accord de perception fiscale	33 967	33 535
Comptes à payer	275 504	(497 858)
Intérêts courus	123 711	76 818
Provision pour financer l'assainissement des eaux	9 789	-
Provisions pour financer l'assainissement des eaux	-	12 216
Provision pour perte sur placements en actions	(20 473)	(19 959)
Remboursements d'emprunts	(2 577 575)	(2 035 699)
Obligations	(1 086 191)	(1 982 510)
Bons du trésor	(80 000)	-
Autres emprunts	(1 388 457)	(4 427)
Dettes assumées	-	-
Contributions aux fonds d'amortissement	(80 927)	(99 762)
	4 328 218	3 386 807
Financement	(80 649)	173 212
Variation de l'encaisse	4 396 050	3 199 575
Nouveaux emprunts		
Accroissement de la dette résultant de l'amortissement de la variation de change sur les emprunts en monnaie étrangère	13 055	13 050

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1987-88.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1986-87.

Tableau 3.9
Dette[1] du gouvernement du Québec, au 31 mars, 1987 et 1988

	31 mars 1987		31 mars 1988		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Obligations	**19 286 755**	**75,3**	**19 891 252**	**74,2**	**604 497**	**3,1**
En dollars canadiens	12 616 620	49,3	13 649 248	50,9	1 032 628	8,2
En dollars des États-Unis	3 736 707	14,6	3 541 809	13,2	(194 898)	(5,2)
Autres monnaies	3 241 343	12,7	3 103 222	11,6	(138 121)	(4,3)
Fonds d'amortissement	(307 915)	(1,2)	(403 027)	(1,5)	(95 112)	(30,9)
Autres emprunts obligataires	**3 150 815**	**12,3**	**3 079 748**	**11,5**	**(71 067)**	**(2,3)**
Obligations d'Épargne du Québec	2 805 694	11,0	2 731 345	10,2	(74 349)	(2,6)
Régime de pensions du Canada	122 205	0,5	125 487	0,5	3 282	2,7
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	0,9	222 916	0,8	-	-
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	**1 613 847**	**6,3**	**2 093 023**	**7,8**	**479 176**	**29,7**
Bons du trésor	**1 555 000**	**6,1**	**1 755 000**	**6,5**	**200 000**	**12,9**
Total	**25 606 417**	**100,0**	**26 819 023**	**100,0**	**1 212 606**	**4,7**

1. À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des emprunts en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante des emprunts.

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1987-88.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1986-87.